

ÉCONOMIE OUVERTE : FORMIDABLE ATOUT... ET TALON D'ACHILLE

**FORUM
DES 100**
un événement
LE TEMPS

Rapport sur le produit intérieur brut
(PIB) romand, 23 octobre 2025

BCF

BCGE

BCJ

BCN

BCVS

BCV

INTRODUCTION

Un indicateur essentiel

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure la plus communément utilisée pour exprimer le dynamisme économique d'un pays ou d'une région. Ce chiffre permet une analyse de l'évolution dans le temps et une comparaison des régions entre elles; il peut aussi faire l'objet de prévisions. Le PIB est donc un outil précieux de mesure et d'aide à la planification pour les entreprises et les collectivités publiques.

En Suisse, le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) et l'Office fédéral de la statistique (OFS) publient un PIB pour l'ensemble du pays. L'OFS publie également des estimations des PIB cantonaux, qui ne donnent toutefois qu'un aperçu limité de l'évolution au sein des secteurs d'activité et ne couvraient, à l'heure de finaliser ce document à la mi-octobre 2025, que les années 2008 à 2022. Pour sa part, le PIB romand comprend des valeurs historiques qui remontent jusqu'à 1997, une mesure de l'activité dans treize groupes de branches ainsi que des prévisions pour l'année en cours et la suivante. Il est publié depuis 2008 par les banques cantonales des six cantons romands, en collaboration avec le Forum des 100 du quotidien *Le Temps*. Le PIB romand est calculé selon une méthode rigoureuse et transparente par l'Institut Quantitas pour l'analyse et la prévision économiques de la HES-SO.

Le PIB romand pour 2024 et les années précédentes ainsi que les prévisions pour 2025 et pour 2026 ont été calculés en octobre 2025. En voici les points essentiels.

En 2024, la Suisse romande a affiché

- une hausse du PIB de 0,9% en termes réels (corrigés de l'inflation)
- une hausse de son PIB légèrement en retrait par rapport à celle de l'ensemble de la Suisse (1,2%)
- une croissance inférieure à la moyenne des dix années précédentes (2,1%)
- une croissance modérée en raison d'une conjoncture mondiale en manque d'élan

En 2025, la Suisse romande devrait

- voir son PIB progresser à un rythme de 1,6%
- être confrontée à une forte incertitude en raison notamment des droits de douane imposés par les États-Unis sur de nombreux produits suisses, qui sont parmi les plus élevés au monde
- afficher une hausse légèrement plus rapide que celle du PIB suisse (1,3%)

En 2026, la Suisse romande devrait

- connaître une décélération de la croissance à 0,9%
- continuer de faire face à une forte incertitude, en particulier si les négociations entre la Suisse et les États-Unis ne donnent pas de résultat tangible ou si les droits de douane sont étendus à d'autres biens
- connaître une croissance similaire à celle du PIB suisse (0,9%)

Dans le texte et les graphiques de ce document, la source des données relatives au PIB romand, aux PIB cantonaux et à la valeur ajoutée des branches est l'Institut Quantitas/HES-SO. Les données relatives à la croissance suisse proviennent du Seco et de l'OFS. Pour mieux rendre compte de l'évolution de la conjoncture, les données utilisées ont été épurées des effets des grands événements sportifs internationaux (droits de retransmission, droits de licence), inclus dans le PIB suisse pour des raisons comptables, mais sans effet sur la conjoncture. Les statistiques sur le commerce extérieur, globales, par catégorie (selon la Classification statistique des produits associée aux activités, CPA) et par continent, proviennent de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF).

LES PRINCIPAUX RÉSULTATS

La croissance s'embourbe

*Prévisions

Sources : Quantitas/HES-SO, OFS,
Seco, FMI

Croissance réelle en	2024	2025*	2026*
Suisse romande	0,9%	1,6%	0,9%
Suisse	1,2%	1,3%	0,9%
Zone euro	0,9%	1,2%	1,1%
Monde	3,3%	3,2%	3,1%

Les espoirs de reprise douchés, à nouveau. Alors que la conjoncture mondiale, et avec elle les économies suisse et romande, peinait déjà à retrouver de l'élan après le rebond suivant la crise du Covid-19, elle se trouve confrontée à un nouvel obstacle. La nouvelle politique commerciale des États-Unis, avec des droits de douane plus ou moins élevés en fonction des pays et des catégories de marchandises, pèse sur la confiance des ménages et des entreprises, sur les investissements ainsi que sur les échanges mondiaux. Selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), la croissance américaine va perdre de l'élan et celle de la zone l'euro ne va guère s'améliorer. Sur le plan économique, l'année 2025 sera moins bonne que 2024, qui manquait déjà d'éclat, et 2026 ne s'annonce pas meilleure.

La Suisse et la Suisse romande font face à un défi supplémentaire. À 39%, les taxes douanières additionnelles imposées par les États-Unis sur une partie de leurs exportations – horlogerie, medtech, machines ou produits alimentaires – font partie des plus élevées au monde. À l'heure d'écrire ces lignes, les pourparlers entre Berne et Washington pour les assouplir n'avaient pas abouti. La pression était aussi forte sur les entreprises pharmaceutiques et leur situation était peu claire, entre exonération, annonce d'accords avec plusieurs compagnies et menace de taxes à l'importation de 100% pour des entreprises ne produisant pas aux États-Unis (médicaments de marque ou brevétés). Les exportateurs suisses, et de nos pays voisins, se heurtent à un autre problème : la faiblesse du dollar. Entre le début de l'année et la mi-octobre, le billet vert a cédé plus de 10% face au franc ou à l'euro. En revanche, la monnaie européenne est restée relativement stable par rapport au franc.

Et ce, alors que le niveau d'incertitude est très élevé, en raison également de fortes tensions géopolitiques ou de l'endettement de certains pays. Les conséquences de cet environnement pour les exportateurs suisses et romands sont difficiles à évaluer et dépendent pour chaque entreprise de son positionnement sur le marché et de l'importance des États-Unis comme débouché.

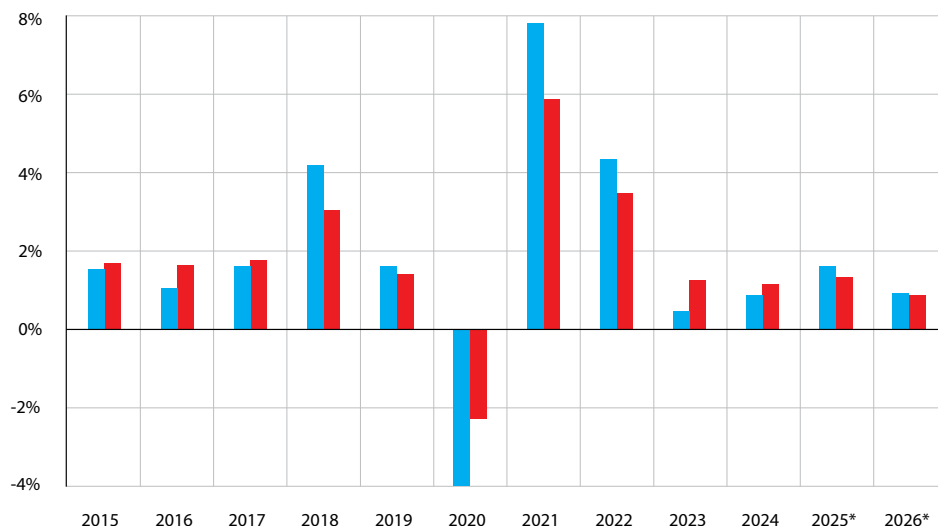
Les perspectives de croissance ont été révisées à la baisse. En ce qui concerne la Suisse, les prévisions du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) pour 2025 ont été ramenées de 1,6% il y a une année à 1,3%. Cette année bénéficie toutefois d'un premier trimestre solide, avec notamment des exportations soutenues aux États-Unis en anticipation de l'introduction de mesures protectionnistes. En outre, la demande domestique est robuste. Le taux de chômage, même s'il est remonté depuis ses plus bas de 2023, demeure relativement peu élevé, à 2,8% en septembre en Suisse et à 4,0% en Suisse romande. L'inflation est faible, à 0,2% en rythme annuel en septembre, de même que les taux d'intérêt après l'assouplissement de la politique monétaire de la Banque nationale suisse (BNS), dont le taux directeur est passé de 1,75% à 0% entre mars 2024 et juin 2025. Pour 2026, le Seco table sur un ralentissement de la croissance à 0,9% en lien avec les obstacles sur le marché américain; les perspectives pourraient toutefois s'améliorer en cas de résultat positif des négociations avec les États-Unis.

Pour la Suisse romande, les estimations de l'institut Quantitas/HES-SO vont dans le même sens : la croissance est attendue à 1,6% cette année, avant un ralentissement à 0,9% l'an prochain.

Évolution comparée des PIB romand et suisse (valeurs réelles)

■ Suisse romande
■ Suisse

*Prévisions



Un quart de l'économie suisse

En termes réels (corrigés de l'inflation, aux prix de 2020), le PIB romand est passé de 190,8 milliards de francs en 2023 à 192,4 milliards en 2024 et, en données nominales, de 202,7 milliards à 206,6 milliards, selon les estimations établies par l'institut Quantitas pour l'analyse et la prévision économiques de la HES-SO. La comparaison de la croissance romande avec celle de la Suisse est tendanciellement favorable depuis le début du siècle, même si l'écart s'est resserré depuis la crise économique et financière.

Grâce à cette dynamique, la Suisse romande pèse davantage dans l'économie helvétique. La hausse n'est que de l'ordre du dixième ou du centième de point de pourcentage par année, mais la tendance est régulière. Sur vingt ans, de 2005 à 2024, ce poids est passé de 23,3% à 24,3%. Durant cette période, le secteur primaire a vu sa valeur ajoutée progresser légèrement moins rapidement en Suisse romande (+0,3% en moyenne par an) que sur le plan national (+0,4%). Dans le secondaire (+3,1%) et le tertiaire (+1,9%) romands, les taux de croissance annuels ont été plus élevés que la moyenne nationale (+2,5% et +1,8%, respectivement).

Les économies romande et suisse ont des structures similaires : environ trois quarts de tertiaire, un quart de secondaire et un pour cent de primaire. Il y a cependant des nuances : une industrie des machines et horlogère, des services publics et parapublics, ainsi qu'une branche du commerce un peu plus présents en comparaison avec la moyenne nationale. Le poids de la chimie-pharma et des services financiers est, quant à lui, un peu plus bas que dans l'ensemble de la Suisse.

Décomposition sectorielle et par branche du PIB romand (valeurs moyennes 2015-2024)
centre = branches, périphérie = secteurs

■ Secteur primaire	0,9%
■ Secteur secondaire	24,9%
■ Alimentation, textile, cuir, bois, papier	2,7%
■ Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	7,5%
■ Machines, instruments, horlogerie	8,1%
■ Production et distr. d'électricité et d'eau	1,8%
■ Construction	4,8%
■ Secteur tertiaire	74,2%
■ Commerce de gros et de détail, réparations	16,3%
■ Hôtellerie-restauration	2,0%
■ Transports, postes, télécoms, édition	4,8%
■ Activités financières et assurances	7,5%
■ Activités immobilières, services aux entreprises	20,6%
■ Administration publique, santé, éducation, sports	22,3%
■ Autres	0,8%



Perspectives contrastées d'une branche à une autre

Le manque d'élan de la conjoncture mondiale s'est traduit l'an dernier par une évolution contrastée entre les branches. Du côté de celles pour lesquelles le bilan a été positif, plusieurs activités de service et la construction ont bénéficié de la solidité de la demande domestique. Par contre, une partie des branches manufacturières ont vu leur activité ralentir sous l'effet du ralentissement de la conjoncture globale et de la force du franc.

Cette année est marquée par la mise en œuvre de la nouvelle politique commerciale des États-Unis. Avec toutefois un effet décalé: les stocks outre-Atlantique ont été alimentés avant l'introduction de droits de douane. En outre, une activité importante pour la Suisse et la Suisse romande, l'industrie pharmaceutique, n'est, à ce stade, pas concernée. L'environnement, également marqué par la poursuite du manque d'élan de la conjoncture mondiale, est ainsi globalement plus difficile pour les branches manufacturières. En revanche, les activités de service continuent de bénéficier d'une demande intérieure robuste.

En ce qui concerne l'an prochain, le degré d'incertitude est très élevé et l'évolution dépendra notamment des discussions du Conseil fédéral avec le gouvernement américain. Ainsi, alors qu'aucune amélioration de la conjoncture mondiale n'est attendue, l'environnement pourrait s'avérer plus ou moins difficile pour les branches manufacturières. En revanche, les branches tournées vers le marché domestique devraient globalement voir leurs affaires se développer favorablement.

Évolutions et tendances pour les principales branches

	Évolutions sectorielles 2024	Tendances sectorielles 2025	Tendances sectorielles 2026
>2,5%	Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Transports, postes et télécommunications, édition Administration publique, santé, éducation, sports... Activités immobilières, services aux entreprises...	Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Commerce de gros et de détail, réparation...	Production et distribution d'électricité et d'eau Activités immobilières, services aux entreprises...
1,6% à 2,5%	Activités financières et assurances	Activités financières et assurances	Secteur primaire Administration publique, santé, éducation, sports... Commerce de gros et de détail, réparation...
0,1% à 1,5%	Construction	Activités immobilières, services aux entreprises... Construction Administration publique, santé, éducation, sports...	Construction
<0%	Hôtellerie et restauration Commerce de gros et de détail, réparation... Alimentation, textile, cuir, bois, papier Secteur primaire Machines, instruments, horlogerie... Production et distribution d'électricité et d'eau	Secteur primaire Transports, postes et télécommunications, édition Hôtellerie et restauration Machines, instruments, horlogerie... Alimentation, textile, cuir, bois, papier Production et distribution d'électricité et d'eau	Machines, instruments, horlogerie... Chimie, pharma, caoutchouc, verre, métallurgie... Activités financières et assurances Alimentation, textile, cuir, bois, papier Hôtellerie et restauration Transports, postes et télécommunications, édition

Sources: OFS, Seco, Quantitas/HES-SO

ÉCONOMIE OUVERTE : FORMIDABLE ATOUT... ET TALON D'ACHILLE

«Liberation Day»

Le 2 avril 2025 marque un tournant. Avec la nouvelle politique commerciale annoncée ce jour-là par le président Donald Trump, les droits de douane américains ont globalement été multipliés par 7 depuis début 2025, passant de 2,5% en moyenne à 17,2%, selon des données de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Or, les États-Unis sont le premier débouché pour les exportateurs suisses (16,8% en 2024, selon le total général publié par l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières, OFDF) et romands (19,4%). Depuis l'annonce du 1^{er} août, les droits de douane ont augmenté de 39% pour nombre de leurs produits; ce taux est l'un des plus élevés au monde et il réduit leur compétitivité-prix par rapport à ceux de concurrents d'autres pays dont les marchandises sont moins taxées. La baisse du cours du dollar, de plus de 10% par rapport au franc depuis le début de l'année, constitue un obstacle supplémentaire.

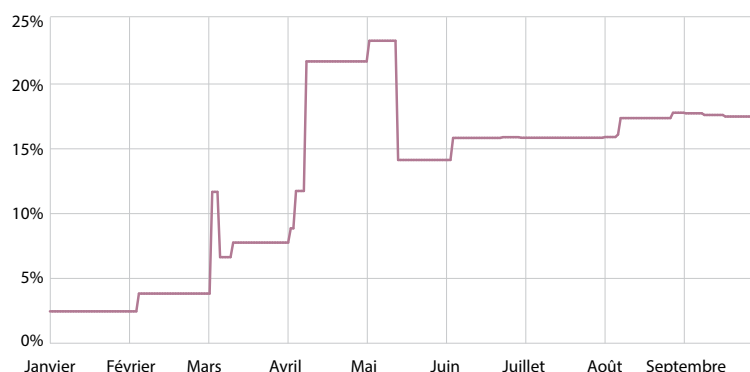
Quant à l'industrie pharmaceutique, première branche exportatrice du pays, sa situation était peu claire à l'heure d'écrire ces lignes, entre exonération, négociations, annonce d'accords avec plusieurs compagnies et menace de taxes à l'importation de 100% pour certaines entreprises ne produisant pas aux États-Unis (médicaments de marque ou brevetés). Très présentes outre-Atlantique, les grandes entreprises helvétiques du secteur devraient échapper à ces taxes. Cela pourrait toutefois ne pas être le cas de plus petits acteurs.

Évolution en 2025 de la taxe moyenne sur les exportations aux États-Unis

— Taxe moyenne sur les exportations aux États-Unis

En pour cent, moyenne pondérée, pondérations calculées sur la base des importations en 2024

Source : Organisation mondiale du commerce



Commerce mondial ébranlé

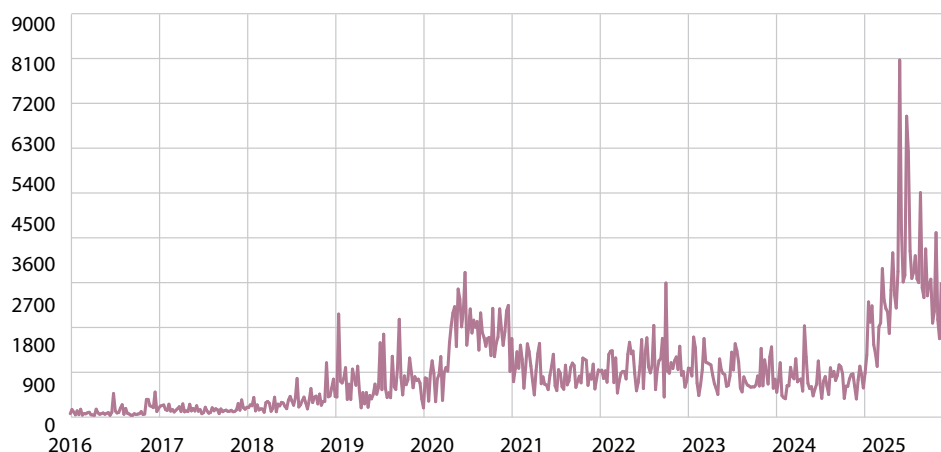
L'économie n'aime ni les chocs ni l'incertitude. Or, l'indice d'incertitude de la politique commerciale des États-Unis publié par un groupe d'économistes (Economic Policy Uncertainty) est à son niveau le plus haut depuis plusieurs années. D'autres indicateurs similaires donnent des signaux allant dans la même direction. Bien qu'elle n'ait jusqu'ici pas provoqué d'avalanche de mesures protectionnistes dans le monde, la nouvelle politique commerciale américaine rend l'évolution de la conjoncture encore plus imprévisible. Cela pèse sur le commerce global et les investissements, et les prévisions font état d'une croissance mondiale qui ralentit en 2025 et 2026, à un niveau plus bas qu'à la fin de la dernière décennie avant la crise du Covid-19 (cf. page 3).

Les États-Unis sont concernés, la conjoncture reste hésitante dans la zone euro, tandis que la Suisse et la Suisse romande n'échappent pas à ce contexte. Si leur ouverture a été synonyme de succès économique depuis le début du siècle, elle les expose aussi aux aléas de la conjoncture mondiale et aux obstacles au commerce. Et ce, malgré leur résilience ces deux dernières décennies grâce à des produits à haute valeur ajoutée ainsi qu'à la robustesse de la demande intérieure.

Évolution de l'incertitude sur la politique commerciale des États-Unis

— Nombre de mentions relatives à l'incertitude dans une sélection de médias américains

Source : Economic Policy Uncertainty



Tarifs : les cantons romands les plus touchés

À l'heure d'écrire ces lignes, de nombreuses incertitudes subsistent pour la Suisse. Notamment, la situation des produits pharmaceutiques est peu claire (cf. page 6). Les lingots d'or sont, pour leur part, exemptés de taxe à l'importation, tandis que la plupart des autres biens manufacturés se voient taxés avec un supplément de 39% à leur entrée aux États-Unis. Mi-octobre, les discussions avec les autorités américaines en vue d'abaisser ce taux sont toujours en cours. Avec un bémol : certaines entreprises de la medtech ont la possibilité d'échapper aux droits de douane pour une partie de leurs produits selon le Protocole de Nairobi, un texte de 1976 signé dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) introduisant une exonération douanière pour des objets destinés aux personnes en situation de handicap.

Pour la Suisse, la taxe douanière moyenne peut être estimée à 19,3%. Cela reflète notamment la part importante des produits pharmaceutiques (37,8%) ainsi que des métaux précieux (26,3%) dans les exportations. Cette moyenne pondérée (pondérations basées sur les exportations 2024) est à considérer avec du recul et peut varier en fonction des hypothèses, des données, des décrets américains et de l'interprétation de ceux-ci ; d'autres calculs peuvent d'ailleurs produire des valeurs un peu différentes. En revanche, il s'agit d'un indicateur de la sensibilité à la politique commerciale américaine qui permet des comparaisons et la mise en évidence des différences dans le profil des exportations des cantons ou des régions de la Suisse.

Ainsi, à 24,6%, la taxe moyenne sur les exportations romandes est plus élevée que le taux national. Cela reflète notamment une part des produits pharmaceutiques (20,0%) plus basse et un poids de l'horlogerie, de la bijouterie et de la joaillerie (41,5%) plus important que la moyenne nationale (10,3%). À cela s'ajoutent des spécialités telles que la medtech (3,6% pour la Suisse romande, contre 2,9% sur le plan national) et les produits dérivés du café et du thé (3,1%, contre 0,8%).

D'un canton romand à l'autre, il y a des différences assez importantes. Le Jura, Vaud et Fribourg, ainsi que Genève dans une moindre mesure, sont au-dessus de la moyenne suisse. À l'inverse, le Valais et Neuchâtel se distinguent par une part élevée des produits pharmaceutiques dans leurs exportations ; la taxe moyenne sur les marchandises entrant aux États-Unis ne dépasse que de peu la moyenne nationale pour le premier et se situe au-dessous pour le second. À l'échelle des grandes régions du pays, la plupart sont au-dessus de la moyenne nationale. Les deux exceptions, la Suisse du Nord-Ouest et le Tessin, sont respectivement les champions nationaux des exportations de produits pharmaceutiques et de métaux précieux.

L'importance du commerce extérieur et l'impact des tensions commerciales ne sont pas les mêmes pour tous les cantons. Ainsi, le rapport entre le montant des exportations de biens et leur PIB est particulièrement élevé pour le Jura (78,1%) et Neuchâtel (118,2%). Il est proche de la moyenne suisse (46,6%) à Genève (48,2%) et sensiblement en dessous dans les cantons de Fribourg (24,1%), du Valais (21,5%) et de Vaud (22,6%).

Exportations et marché américain : profil des cantons romands et des régions suisses

	Part des exportations aux États-Unis (1)	Taxe douanière moyenne sur les exportations aux États-Unis (2)	Exportations totales (1)/ PIB nominal
Suisse	16,8%	19,3%	46,6%
Fribourg	14,3%	31,1%	24,1%
Genève	15,9%	26,2%	48,2%
Jura	12,5%	34,0%	78,1%
Neuchâtel	25,1%	17,7%	118,2%
Valais	21,3%	22,7%	21,5%
Vaud	20,8%	32,0%	22,6%
Suisse romande	19,4%	24,6%	41,6%
Berne-Soleure	12,3%	26,7%	21,3%
Suisse du Nord-Ouest	20,7%	17,5%	102,5%
Zurich	11,0%	24,2%	17,3%
Suisse orientale	15,0%	30,0%	23,1%
Suisse centrale	14,4%	28,9%	27,5%
Tessin	12,8%	3,7%	207,7%

(1) Sur la base des données 2024, avec pierres et métaux précieux, monnaies, antiquités et objets d'art (total général)

(2) Au 08.10.2025

Sources : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières, Quantitas/HES-SO, banques cantonales romandes

Les autres débouchés : zone euro en tête... et en berne

Le monde ne se limite toutefois pas aux États-Unis. Leur premier rang en tant que débouché des exportations suisses et romandes (respectivement 16,8% et 19,4% en 2024) s'applique à un classement par pays. En revanche, si l'on considère les régions économiques, la zone euro (respectivement 37,4% et 31,1%) est le premier marché étranger pour les produits suisses et romands. Des pays comme l'Allemagne (11,4% et 7,4%), l'Italie (6,2% et 4,8%) ou la France (4,7% et 10,8%) sont des destinataires importants. Pour la Suisse, la Slovénie (6,9%) fait aussi partie des principaux partenaires commerciaux en raison de son imbrication dans la chaîne de valeur de la pharma bâloise; pour la Suisse du Nord-Ouest, elle est même le premier partenaire commercial avec 21,4% des exportations (et 0,3% ou moins pour la Suisse romande et les autres régions du pays). Hors zone euro et Union européenne, le Royaume-Uni fait partie des dix premiers débouchés (5,0% et 6,8%). À l'échelle des continents, l'Asie (sans le Moyen-Orient) est également un marché clé (26,6% et 28,0%), plus même que les États-Unis.

Si les États-Unis sont depuis longtemps une destination importante pour les exportateurs de notre pays ou de notre région, ils le sont devenus plus encore ces dernières années, sur fond de faiblesse de la conjoncture en Europe ou en Chine. En 2016, première année pour laquelle des données cantonales sont disponibles sur la base de la nouvelle méthodologie de l'OFDF, le panorama était subtilement différent, avec des États-Unis en retrait par rapport à la zone euro et à l'Asie. Mais ils ont détrôné l'Allemagne comme première destination des exportations suisses en 2020. La plupart des catégories de produits manufacturés ont bénéficié de ce développement et les principaux contributeurs à la hausse sont les produits pharmaceutiques.

Évolution des principaux partenaires

Suisse	2016	2020	2024
1	Zone euro 34,8%	Zone euro 37,4%	Zone euro 37,4%
2	Asie 29,2%	États-Unis 23,2%	Asie 26,6%
3	Allemagne 14,3%	Asie 21,1%	États-Unis 16,8%
4	États-Unis 12,2%	Allemagne 15,3%	Allemagne 11,4%
5	Europe hors UE 11,8%	Europe hors UE 6,9%	Chine 9,6%
6	Royaume-Uni 10,7%	Chine 5,4%	Slovénie 6,9%
7	Chine 9,0%	Royaume-Uni 5,3%	Italie 6,2%
8	Hong Kong 6,2%	France 5,1%	Europe hors UE 6,1%
9	France 5,8%	Italie 4,9%	Moyen-Orient 5,4%
10	Italie 4,9%	Inde 3,5%	Royaume-Uni 5,0%

Suisse romande	2016	2020	2024
1	Asie 31,6%	Zone euro 30,3%	Zone euro 31,1%
2	Zone euro 26,6%	États-Unis 27,1%	Asie 28,0%
3	Europe hors UE 16,3%	Asie 23,9%	États-Unis 19,4%
4	Royaume-Uni 15,2%	France 10,4%	France 10,8%
5	États-Unis 14,4%	Allemagne 8,2%	Chine 7,7%
6	Chine 10,6%	Europe hors UE 7,9%	Europe hors UE 7,5%
7	France 9,6%	Royaume-Uni 6,7%	Allemagne 7,4%
8	Hong Kong 9,3%	Chine 5,4%	Moyen-Orient 7,3%
9	Allemagne 6,5%	Moyen-Orient 4,4%	Royaume-Uni 6,8%
10	Moyen-Orient 5,5%	Italie 4,2%	Hong Kong 5,3%

Classements selon le total général

Sources : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières, banques cantonales romandes

Les principaux domaines d'exportation de la Suisse romande

Luxe : horlogerie, bijouterie et joaillerie

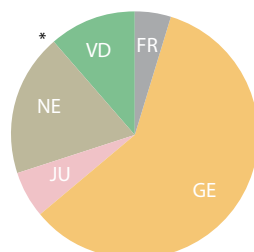
Parmi ses ventes à l'étranger, les grandes spécialités de la Suisse romande sont les produits de luxe. L'horlogerie représente 26,2% des exportations romandes, la bijouterie et la joaillerie 15,3%. Près de la moitié de ces articles est envoyée en Asie, 30% en Europe et près de 20% en Amérique du Nord. Si ces derniers sont très peu présents dans les exportations du Valais, ils se retrouvent en quantités appréciables dans celles des autres cantons romands, en particulier le long de l'Arc jurassien, de Genève au Jura. Les ventes d'articles de bijouterie se sont érodées en valeur (mais pas en volume) entre 2016 et 2024, tandis que celles de montres ont augmenté. L'Asie compte pour près des deux tiers de la hausse, l'Amérique du Nord pour près d'un tiers et l'Europe pour environ 3%. Les droits de douane additionnels pour ces articles sont de 39% (à l'heure d'écrire ces lignes). S'agissant de produits de luxe et sachant que le prix final intègre aussi les charges liées à la distribution, l'impact sur le prix de vente n'est pas aussi élevé. Par ailleurs, de nombreux acteurs ont envoyé des articles dans les stocks aux États-Unis avant l'entrée en vigueur des droits de douane.

Exportations de produits de luxe

Le domaine comprend l'horlogerie, la bijouterie et la joaillerie

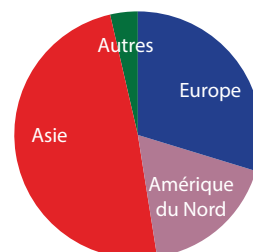
Sources : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières, banques cantonales romandes

Part des exportations romandes: 41% – Évolution 2016-2024: +25%



*Le Valais représente 0,1% du total, non visible sur ce graphique

Part par canton



Part par destination

Chimie-Pharma

Bien que cette branche ne soit pas aussi présente que dans le nord-ouest de la Suisse, elle n'en constitue pas moins le deuxième pilier de l'industrie romande (20,0% des exportations). L'Europe (40% du domaine) reste le principal débouché, mais l'Amérique du Nord (36%) n'est pas loin derrière. L'Asie (16%) est moins importante. En revanche, les exportations à destination de cette dernière ont légèrement progressé entre 2016 et 2024, alors que les ventes en Amérique du Nord ont stagné et que celles en Europe se sont repliées.

Cette industrie est particulièrement importante pour le Valais, dont elle représente 65,7% des exportations, ainsi que pour Neuchâtel (26,9%), canton pour lequel l'Amérique du Nord pèse à hauteur des deux tiers en lien notamment avec un centre de production d'une pharma américaine. La chimie-pharma est aussi bien implantée dans les cantons de Vaud (24,9% des ventes à l'étranger) et de Fribourg (18,3%), mais elle est moins importante à Genève (8,4%) et dans le Jura (0,7%).

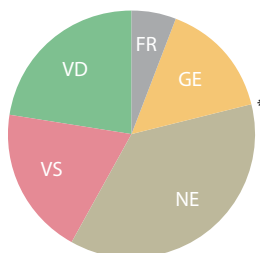
Jusqu'à fin septembre, les exportations de médicaments n'étaient pas taxées dans le cadre de discussions avec les fabricants en vue de baisses de prix. Depuis le 1^{er} octobre, la situation n'est pas claire (cf. page 6). À l'heure d'écrire ces lignes, il n'y avait toutefois pas de décret introduisant des droits de douane supplémentaires sur les médicaments.

Exportations de la chimie-pharma

Le domaine comprend la chimie et les produits pharmaceutiques

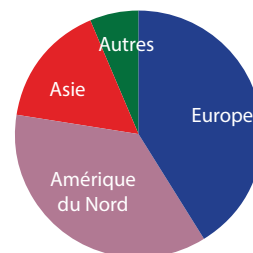
Sources : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières, banques cantonales romandes

Part des exportations romandes: 20% – Évolution 2016-2024: -11%



*Le Jura représente 0,1% du total, non visible sur ce graphique

Part par canton



Part par destination

Les principaux domaines d'exportation de la Suisse romande

Industrie alimentaire

La Suisse romande n'a pas le monopole de l'industrie alimentaire, mais elle a une particularité, celle d'exporter proportionnellement plus vers l'Amérique du Nord, essentiellement les États-Unis, que les autres régions du pays. Ce domaine représente 3,9% des exportations romandes, près de la moitié vers l'Europe et un tiers vers les États-Unis. De plus, les produits romands ont une saveur particulière, puisqu'il s'agit en majorité de produits à base de café et de thé; ceux-ci proviennent principalement des cantons de Vaud et de Fribourg. Ce dernier se distingue aussi par une part des exportations de produits plus traditionnels, fromage et chocolat, plus élevée que la moyenne nationale.

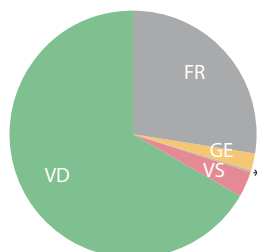
Les ventes de produits alimentaires ont été dynamiques en Amérique du Nord, où elles ont été multipliées par 7, voire par 10 pour les produits à base de café et de thé, entre 2016 et 2024. Cela représente un quart de la hausse des exportations romandes dans cette région du monde durant cette période. L'évolution sur les autres continents est moins prononcée. Avec des droits de douane additionnels de 39%, cette branche est directement touchée par la politique commerciale américaine. Dans ce cas aussi, s'agissant de produits se situant aux États-Unis plutôt dans le haut de gamme et sachant que le prix de vente final intègre aussi les coûts de distribution, l'impact n'est pas aussi élevé.

Exportations de l'industrie alimentaire

Le domaine comprend notamment les produits à base de café et de thé, le fromage et le chocolat

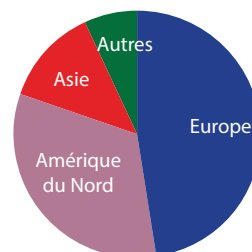
Sources: Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières, banques cantonales romandes

Part des exportations romandes: 4% – Évolution 2016-2024: +40%



*Le Jura et Neuchâtel représentent 0,3% du total, non visible sur ce graphique

Part par canton



Part par destination

Métallurgie, métaux précieux et medtech

Le tissu économique romand abrite également trois autres domaines de niche, dont l'importance varie d'un canton à l'autre. Ainsi, en Valais, la métallurgie compte pour 16,2% des exportations, le deuxième poste le plus important après la chimie-pharma. Il s'agit notamment de produits en aluminium, essentiellement à destination de l'Europe.

Métallurgie toujours, à Genève, dans le Jura et à Neuchâtel, mais cette fois avec des métaux précieux. À chaque fois, cette activité est le premier ou le deuxième poste des exportations en valeur, alors que sa contribution en volume est nettement plus basse. Pour Genève, les métaux précieux représentent 17,5% des exportations, principalement vers l'Asie, mais aussi vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Pour le Jura, ils représentent 30,8% des ventes à l'étranger, essentiellement en Europe. Dans le cas de Neuchâtel, ils contribuent à hauteur de 34,2%, principalement en Europe et en Asie.

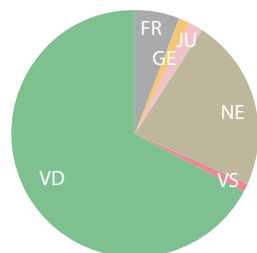
Quant au canton de Vaud, il est plus présent dans les technologies médicales, avec une part de 12,4% des exportations. Les débouchés sont en Europe, aux États-Unis et en Asie.

Exportations de l'industrie des medtechs

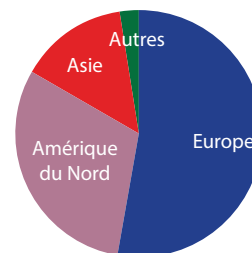
Le domaine comprend les équipements, les instruments et fournitures à usage médical et dentaire

Sources: Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières, banques cantonales romandes

Part des exportations romandes: 4% – Évolution 2016-2024: -30%



Part par canton



Part par destination

Elle plie, mais ne rompt pas?

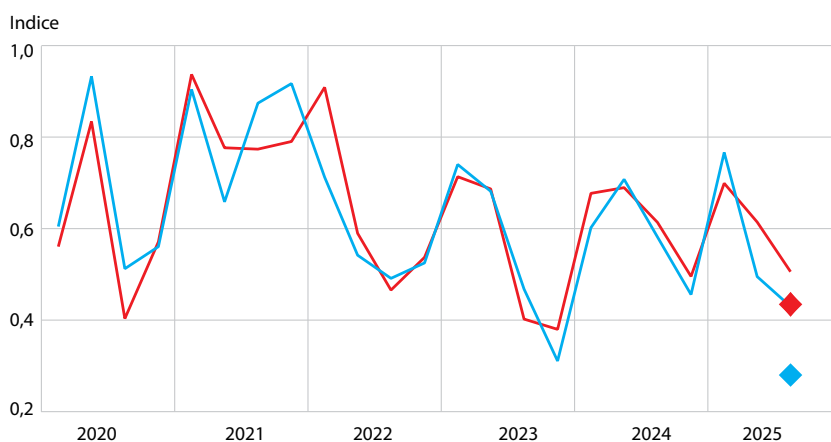
Alors qu'un certain flou subsiste, les premiers signes d'un affaiblissement de la conjoncture se sont manifestés. Les prévisions de croissance ont été revues à la baisse, pour la Suisse et la Suisse romande. Le sondage de la Banque nationale suisse effectué cet été auprès des entreprises du pays montre également une dégradation des perspectives, en particulier pour les entreprises industrielles, notamment celles de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM), après l'annonce le 1^{er} août de droits de douane additionnels de 39% par les États-Unis.

Il reste que, à l'automne 2025, l'impact n'était pas encore pleinement visible. À 4,0% en Suisse romande en septembre, le taux de chômage reste contenu. La demande intérieure demeure solide, tandis que les stocks constitués aux États-Unis, ainsi que le recours au chômage partiel dans certains cas, permettent de contenir, au moins partiellement et provisoirement, les effets de la hausse des taxes à l'importation. De plus, les vents contraires auxquels l'industrie fait face étaient déjà présents depuis quelques années, en raison d'une conjoncture mondiale manquant de dynamisme.

Évolution attendue des chiffres d'affaires: effet de l'annonce des droits de douane américains

- Industrie
- Toutes les branches
- ◆ Industrie, estimations après le 1^{er} août
- ◆ Toutes les branches, estimations après le 1^{er} août

Source: Banque nationale suisse, Bulletin trimestriel 3/2025



Nouvelle normalité?

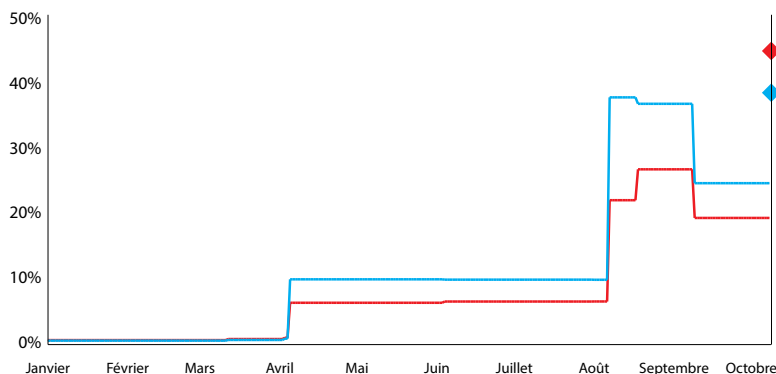
Grâce à leur ouverture et au bon positionnement de leurs produits, la Suisse et la Suisse romande ont pleinement tiré parti du développement du commerce mondial. Cependant, la globalisation marque le pas depuis la crise financière de 2008-2009 et l'envol de l'endettement de nombreux pays. Depuis, des tendances protectionnistes émergent et la crise du Covid-19 ou les foyers de tension géopolitique ont conduit à une refragmentation du monde. C'était déjà une «nouvelle normalité». Étant donné l'ampleur de son impact, la politique commerciale américaine en place depuis quelques mois pourrait bien constituer un nouveau point d'inflexion. D'ailleurs, dans un scénario hypothétique péjoré, avec les produits pharmaceutiques taxés à 100%, la taxe moyenne sur les exportations passerait de 19,3% à 44,8% pour la Suisse et de 24,6% à 38,6% pour la Suisse romande.

Un «retour à la normalité» est-il possible? Un accord pourrait être trouvé avec les États-Unis ou la politique américaine pourrait s'infléchir pour diverses raisons. Toutefois, dans la recherche d'un équilibre budgétaire, il sera difficile pour Washington de se passer entièrement des revenus de ces droits de douane et la situation actuelle pourrait préfigurer la nouvelle réalité. Notre pays et notre région devront s'adapter, entretenir leurs relations avec les autres partenaires commerciaux, tels que l'Union européenne, et trouver de nouveaux débouchés. Le débat autour des Bilatérales III avant une prochaine votation ou la signature d'accords de libre-échange ces dernières années vont dans cette direction.

Évolution de la taxe moyenne sur les exportations suisses et romandes aux États-Unis

- Suisse romande
- Suisse
- ◆ Scénario pharma taxée à 100% – Suisse romande
- ◆ Scénario pharma taxée à 100% – Suisse

Sources: The White House, Global Trade Alert, Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières, banques cantonales romandes



Poursuite de la baisse des exportations en 2024

La conjoncture mondiale freine les exportations

Après un recul de 1,2% en 2023, les exportations romandes (total général) ont baissé de 4,0% en 2024. Pour les produits manufacturés, la baisse est aussi de 4,0% et pratiquement toutes les catégories sont concernées, machines, instruments de précision (notamment produits de la medtech), articles horlogers ou produits chimiques et pharmaceutiques.

Ainsi, les exportations romandes évoluent moins favorablement que la moyenne suisse, lesquelles se sont inscrites en hausse de 4,7%. Cette progression s'explique toutefois principalement par deux facteurs, la hausse des ventes à l'étranger de produits chimiques et pharmaceutiques depuis le nord-ouest de la Suisse, ainsi que les exportations de métaux précieux du Tessin. Sur le plan géographique, les ventes de produits romands ont baissé sur leurs principaux marchés, zone euro, États-Unis et Asie.

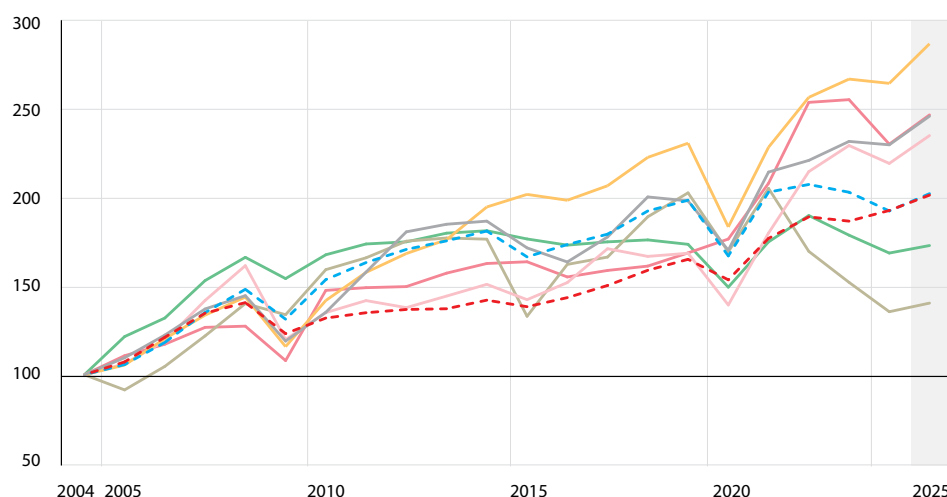
Les données suisses sur les trois premiers trimestres de 2025 (l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières ne publie plus de données mensuelles cantonales) montrent un rebond. Un rebond en trompe-l'œil, l'année ayant en particulier été marquée par l'introduction par les États-Unis de droits de douane élevés sur une partie des produits importés depuis leurs principaux partenaires économiques. Si la pharma était, à l'heure d'écrire ces lignes, épargnée et concernée par d'autres négociations, de nombreux produits manufacturés suisses et romands ont vu l'introduction d'une taxe additionnelle de 10% au printemps, qui a été portée à 39% durant l'été. Ce taux faisait l'objet de discussions et pourrait évoluer à l'avenir.

Les barrières douanières aux États-Unis sont de nature à freiner les exportations vers ce débouché qui, à l'échelle des pays, est la première destination pour les marchandises suisses et romandes, mais cet effet négatif n'est véritablement sensible que depuis le mois d'août. Les mois précédents, les stocks ont été alimentés en anticipation de l'introduction de ces taxes, ce qui explique la hausse des exportations au premier semestre et pourrait permettre au bilan annuel 2025 de ne pas être négatif.

Évolution comparée des exportations suisses, romandes et par canton romand

— Fribourg
— Genève
— Jura
— Neuchâtel
— Valais
— Vaud
— Suisse romande
— Suisse

Indices: 2004 = 100
2025 = estimations; en raison des incertitudes, valeurs illustratives



Exportations par habitant ou par habitant

En francs courants

Total conjoncturel (sans métaux précieux, monnaies, pierres gemmes, antiquités et objets d'art)

Classement selon les données 2024

	2022	2023	2024
Neuchâtel	104 977	93 191	82 417
Genève	43 451	44 314	43 360
Jura	42 082	44 571	42 433
Vaud	20 069	18 546	17 306
Fribourg	15 266	15 677	15 317
Valais	14 840	14 581	12 949
Suisse romande	31 073	29 844	27 948
Suisse	31 496	30 585	31 268

PIB 2024 ainsi que prévisions 2025 et 2026 par secteur et par branche

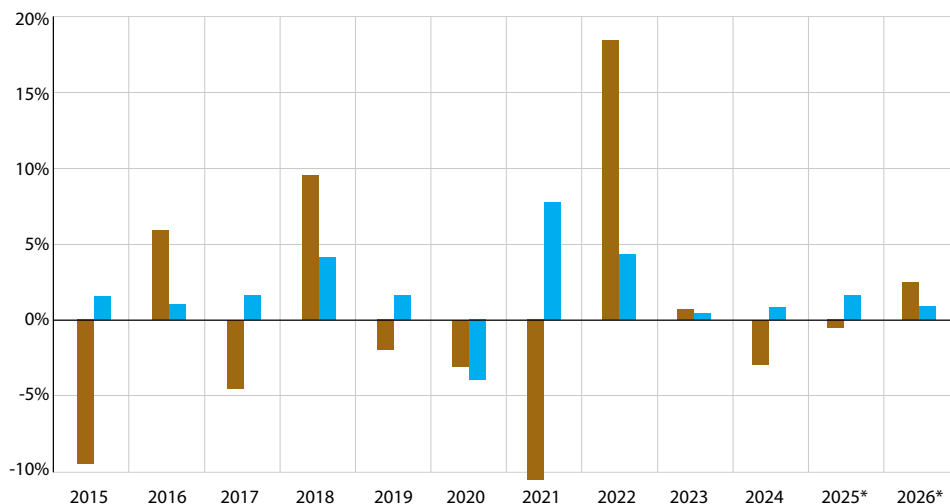
Primaire : les caprices de la météo

Bien que 2024 ait été la troisième année la plus chaude depuis le début des mesures en 1864, la filière agricole n'en a pas moins été confrontée aux caprices de la météo. Un hiver clément, un printemps pluvieux, un été orageux et un hiver précoce ont pesé sur la production végétale. En particulier, les rendements des grandes cultures (céréales, pommes de terre, etc.), des cultures fourragères (maïs, foin, etc.) ou de la vitiviniculture ont baissé. Au final, la valeur de la production a reculé de 1,6%, selon les comptes régionaux de l'agriculture de l'OFS. Pour 2025, la météo a été plutôt favorable, mais le bilan des récoltes 2025 n'était pas disponible à l'heure d'écrire ces lignes. Quant à la valeur ajoutée du secteur primaire, elle a fléchi de 3,0% en 2024. Elle pourrait se replier à nouveau en 2025, de 0,5%, puis remonter de 2,5% en 2026.

Évolution comparée du secteur primaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur primaire
■ Suisse romande

*Prévisions



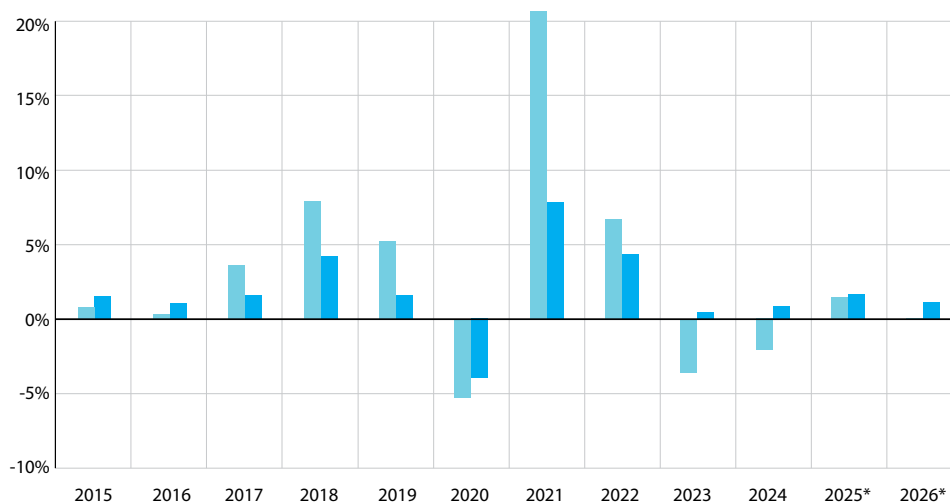
Situation contrastée dans le secondaire

Plusieurs vents contraires ont été ressentis par les branches du secondaire. Pas les mêmes, selon que leur activité était tournée vers le marché domestique ou dépendait de la demande étrangère. Et pas au même degré. Dans la construction, l'activité a été solide en 2024, avec des bémols : notamment, la construction de logements est restée globalement insuffisante. Dans l'industrie manufacturière, les fabricants de machines ont été freinés par le contexte conjoncturel mondial, alors que la chimie-pharma a poursuivi son développement. La valeur ajoutée a reculé de 2,1% l'an dernier. Cette année est marquée par l'introduction aux États-Unis de droits de douane sur une partie des exportations suisses. Si de nombreuses inconnues subsistent, leur effet devrait se faire davantage sentir l'an prochain. La croissance du secteur pourrait ainsi passer à 1,5% cette année, avant de fléchir de 0,2% l'an prochain.

Évolution comparée du secteur secondaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur secondaire
■ Suisse romande

*Prévisions



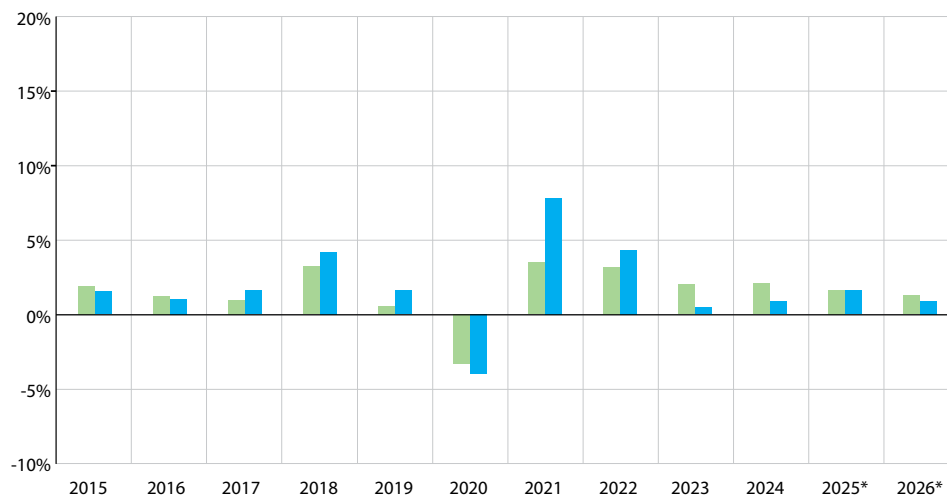
Le ralentissement de la conjoncture fait fléchir le tertiaire

Sur la durée, le secteur tertiaire joue son rôle de stabilisateur de l'économie romande. Il n'est pas insensible à la conjoncture, mais l'évolution de sa valeur ajoutée est plus stable dans le temps que celle du primaire et du secondaire. En 2024, la progression a été de 2,1%, un chiffre proche de celui de l'année précédente et de la moyenne des vingt années précédentes (2,0%). La plupart des activités de service se sont développées positivement et devraient continuer sur cette lancée, malgré l'environnement peu porteur. L'augmentation de la valeur ajoutée est ainsi attendue à 1,6% en 2025. Pour 2026, les prévisions portent sur une hausse de 1,3%, un chiffre à considérer avec prudence en raison des incertitudes présentes sur la conjoncture.

Évolution comparée du secteur tertiaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Secteur tertiaire
■ Suisse romande

*Prévisions



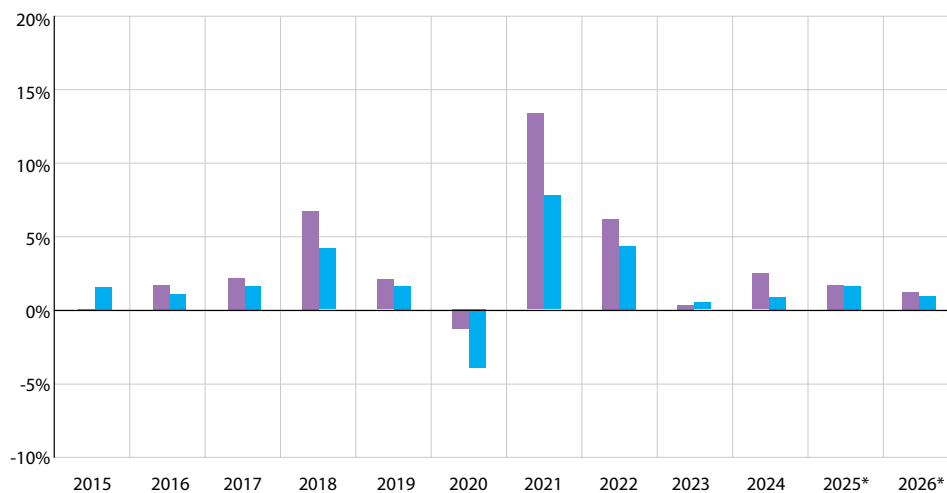
Le quaternaire freiné par la dégradation de la conjoncture

Qu'elles soient tournées vers la demande internationale ou domestique, les activités faisant partie du secteur quaternaire, c'est-à-dire l'ensemble des branches du secondaire et du tertiaire dans lesquelles le savoir-faire, l'innovation et la valeur ajoutée sont déterminants, se sont bien développées en 2024, avec une croissance de 2,5%. Pour cette année, le manque de dynamisme de la conjoncture internationale, les droits de douane américains et un possible fléchissement de la demande étrangère pour des produits «made in western Switzerland» dans d'autres pays sont de nature à freiner les branches tournées vers les exportations. En revanche, une partie des branches du quaternaire bénéficiera de la stabilité de la demande intérieure. Au final, une hausse de la valeur ajoutée de 1,7% est attendue cette année. L'an prochain, celle-ci pourrait augmenter de 1,2%.

Évolution comparée du secteur quaternaire et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Branches des moyennes et hautes technologies et industries du savoir
■ Suisse romande

*Prévisions



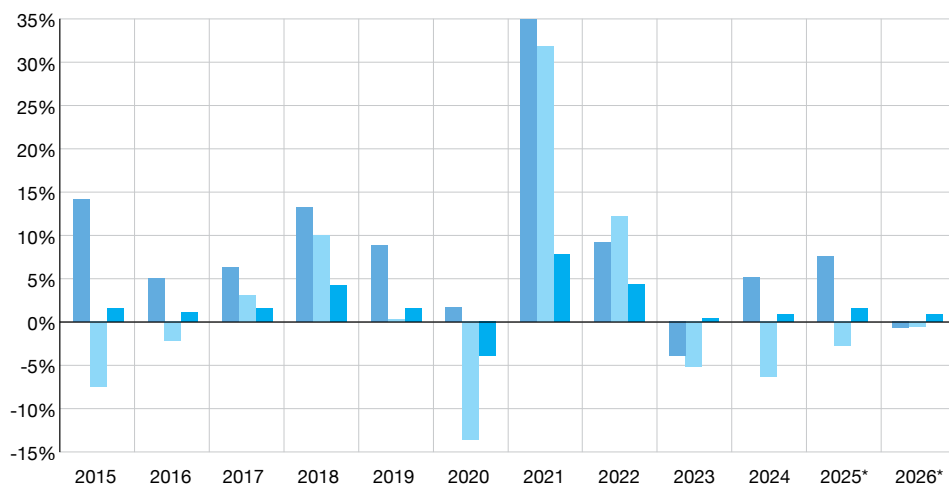
Trajectoires différentes dans les branches industrielles

Le manque d'élan de l'économie mondiale – et en particulier la faiblesse persistante de la zone euro – a pesé l'an dernier sur l'industrie des machines, la fabrication d'instruments de précision et l'horlogerie, et leur valeur ajoutée a reculé de 6,5% en 2024. La chimie-pharma, traditionnellement peu sensible aux cycles conjoncturels, a pour sa part progressé de 5,2%. L'année 2025 constitue un tournant, avec l'introduction de droits de douane additionnels de 10% au printemps puis de 39% en été pour les exportations aux États-Unis d'une large palette de biens. Bien que ces changements aient en partie pu être anticipés en alimentant en amont les stocks dans ce pays, l'industrie des machines, la fabrication d'instruments de précision et l'horlogerie devraient voir leur valeur ajoutée reculer de 2,9%. Encore exempté de droits de douane à l'heure d'écrire ces lignes, la chimie-pharma pourrait progresser de 7,6%. Pour 2026, en raison de l'incertitude sur l'issue des discussions à Washington, les prévisions doivent être considérées avec du recul; les premières pourraient fléchir de 0,8% et la seconde de 0,6%.

Évolution comparée des branches industrielles et du PIB romand (valeurs réelles)

- Chimie, pharma
- Machines, instruments, horlogerie
- Suisse romande

*Prévisions



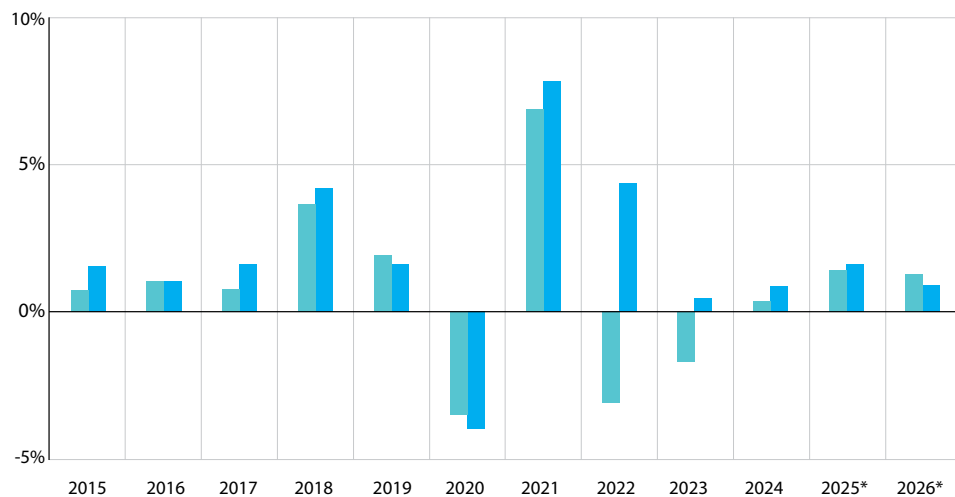
La construction se remet

La construction se remet de l'envol des prix des matériaux et de l'énergie de ces dernières années et bénéficie d'une dynamique démographique toujours solide en Suisse romande, avec une hausse de la population résidente permanente de 1,2% l'an dernier et d'environ 1% cette année, qui alimente la demande de logements. Après deux années négatives, la valeur ajoutée de la branche a progressé de 0,3%. La construction reste toutefois confrontée à une pénurie de main-d'œuvre et à une pression sur les marges. Malgré la démographie et la demande, la construction de logements peine à suivre, comme en témoigne un recul du taux de logements vacants, de 1,1% l'an dernier à 1,0% cette année. La valeur ajoutée de la branche est attendue en hausse de 1,4% cette année et de 1,3% l'an prochain.

Évolution comparée de la construction et du PIB romand (valeurs réelles)

- Construction
- Suisse romande

*Prévisions



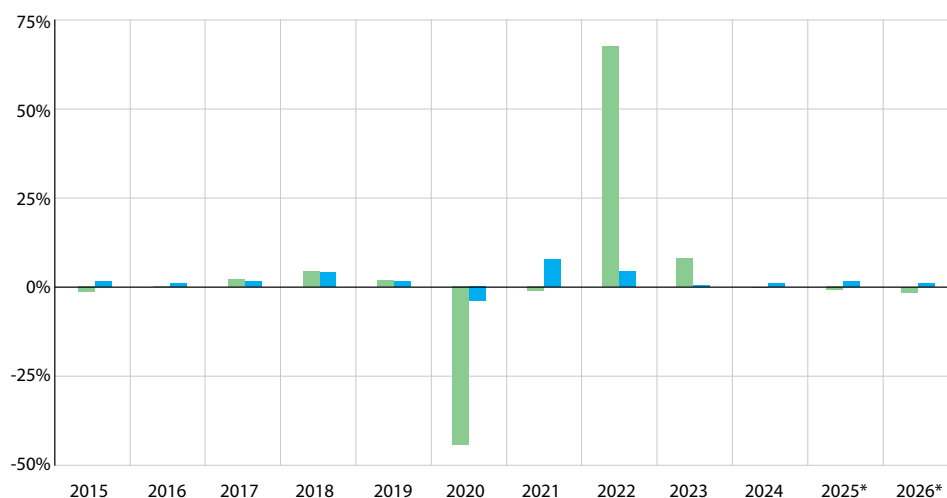
Normalisation dans l'hôtellerie

La situation tend à se normaliser dans l'hôtellerie, après l'effondrement des nuitées hôtelières dû à la crise du Covid-19 et le fort rebond qui a suivi. Les nuitées dans les hôtels romands ont encore augmenté l'an dernier, de 1,7%, soit sensiblement moins que les années précédentes. Les hôtes indigènes se sont faits un peu plus rares (-1,3%), ce qui a été compensé par la fréquentation des hôtes étrangers, en provenance des États-Unis, de France, d'Allemagne, mais aussi de Chine ou du Japon. Dans la restauration, les changements structurels ont continué de peser sur les chiffres d'affaires. Ce faisant, la valeur ajoutée de l'hôtellerie-restauration a fléchi de 0,3%. Cette année a relativement bien commencé, avec une hausse de 1,9% des nuitées dans les hôtels romands entre janvier et août. La fréquentation des hôtes suisses s'est redressée et celle des personnes venant d'autres pays continue d'augmenter. La valeur ajoutée pourrait toutefois continuer de se replier, de 1,5% cette année et de 2,9% l'an prochain.

Évolution comparée de l'hôtellerie-restauration et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Hôtellerie-restauration
■ Suisse romande

*Prévisions



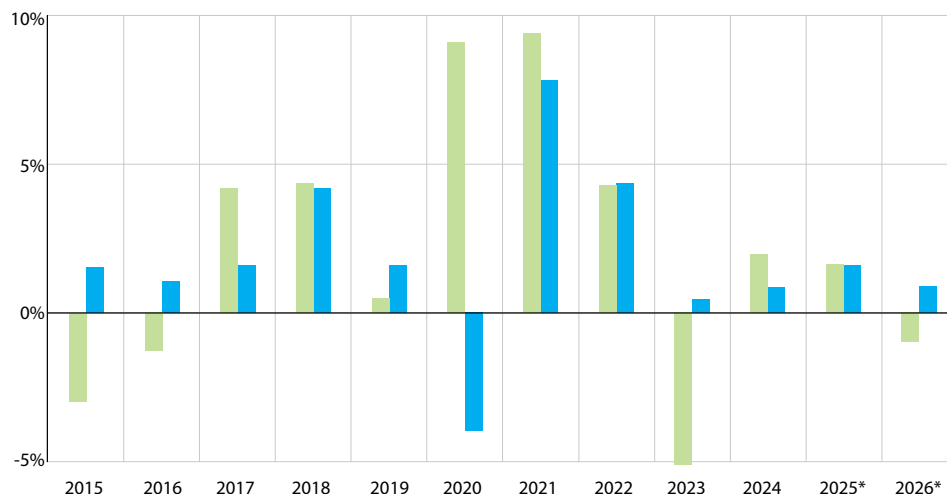
Environnement en demi-teinte pour les services financiers

Bien que l'année 2024 ait été marquée par un nouveau record de l'indice américain S&P 500 (battu depuis) sous l'impulsion des «Magnificent Seven», un groupe de sept entreprises technologiques américaines, le bilan est plus nuancé vu de Suisse. Si le SPI a livré une performance positive, les taux d'intérêt sont repartis à la baisse. La Banque nationale suisse a réduit son taux directeur, tandis que le rendement des obligations à 10 ans de la Confédération est passé en dessous de 0,5%. Autre événement important dans le domaine des services financiers : la fusion entre UBS et Credit Suisse est devenue effective au début du troisième trimestre. La valeur ajoutée de la branche a progressé de 2,0%. Depuis, les rendements des obligations semblent avoir atteint un plancher et les grands indices boursiers ont poursuivi leur avancée. En termes de valeur ajoutée, les prévisions portent sur une hausse de 1,7% en 2025 et un repli de 1,0% en 2026.

Évolution comparée des services financiers et du PIB romand (valeurs réelles)

■ Activités financières et assurances
■ Suisse romande

*Prévisions



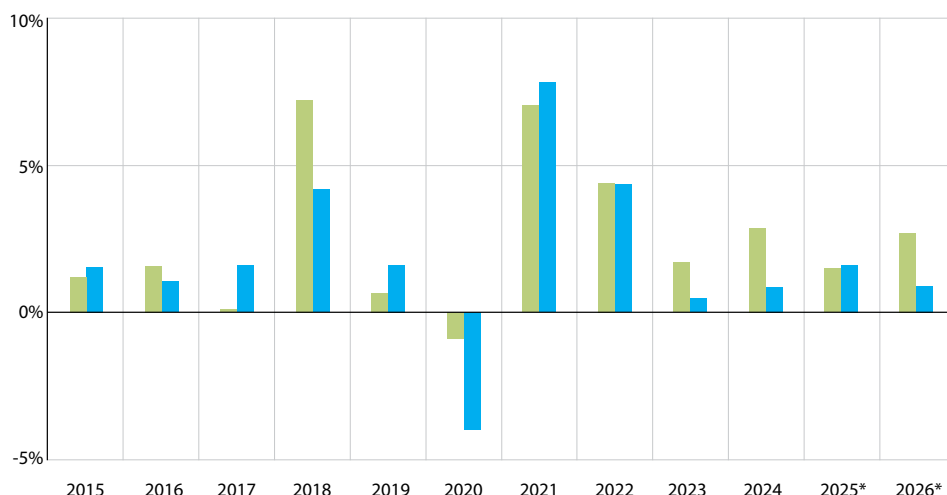
Les services aux entreprises n'échappent pas à la morosité conjoncturelle

Malgré un climat conjoncturel morose, les services aux entreprises et activités immobilières ont terminé 2024 sur un bilan favorable, avec une hausse de leur valeur ajoutée de 2,9%. Les vents contraires restent forts, en raison notamment de la nouvelle donne pour les exportateurs aux États-Unis, ce qui pourrait légèrement freiner cette branche et entraîner un ralentissement de sa croissance à 1,5% cette année, un rythme en retrait de la moyenne des vingt dernières années (2,6%). Pour l'an prochain, les prévisions vont plutôt dans le sens d'une normalisation, avec une hausse de la valeur ajoutée de 2,7%. Ces prévisions sont à considérer avec prudence au vu de l'incertitude prévalant actuellement.

Évolution comparée des services aux entreprises et du PIB romand (valeurs réelles)

- Services aux entreprises
- Suisse romande

*Prévisions



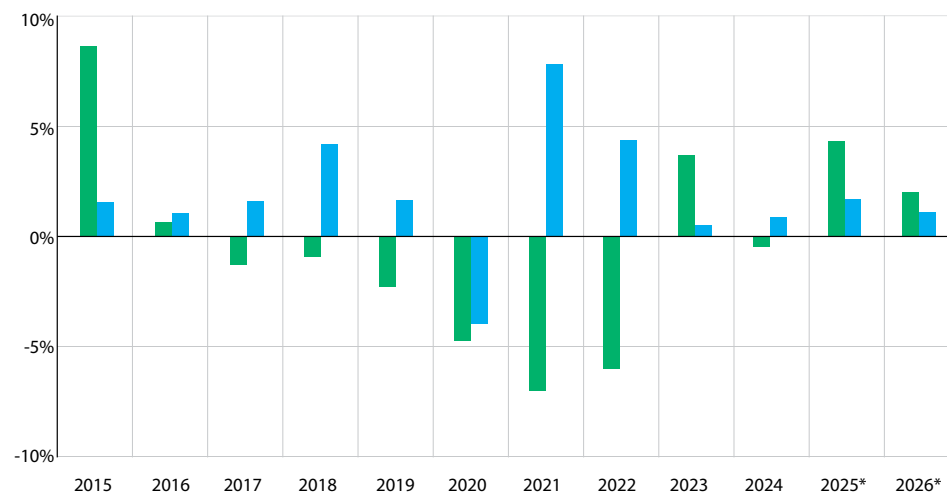
Climat favorable pour le commerce de détail

Le commerce de détail a bénéficié d'une demande intérieure solide. Hors carburant, les ventes au détail ont augmenté de 1,2% en termes nominaux en 2024. Des hausses dans l'alimentaire, dans les équipements de l'information et de la communication ainsi que dans les biens culturels ont compensé la morosité dans les équipements du foyer et l'habillement. Le commerce, qui comprend aussi le commerce international de matières premières, a été freiné par le repli des chiffres d'affaires dans ce domaine. In fine, la valeur ajoutée a reculé de 0,5% en 2024. Sur les premiers mois de l'année, les ventes au détail ont continué d'évoluer favorablement et la situation semblait se stabiliser dans le commerce de matières premières. La valeur ajoutée pourrait augmenter de 4,3% en 2025 et de 1,8% en 2026.

Évolution comparée du commerce de gros et de détail et du PIB romand (valeurs réelles)

- Commerce de gros et de détail
- Suisse romande

*Prévisions



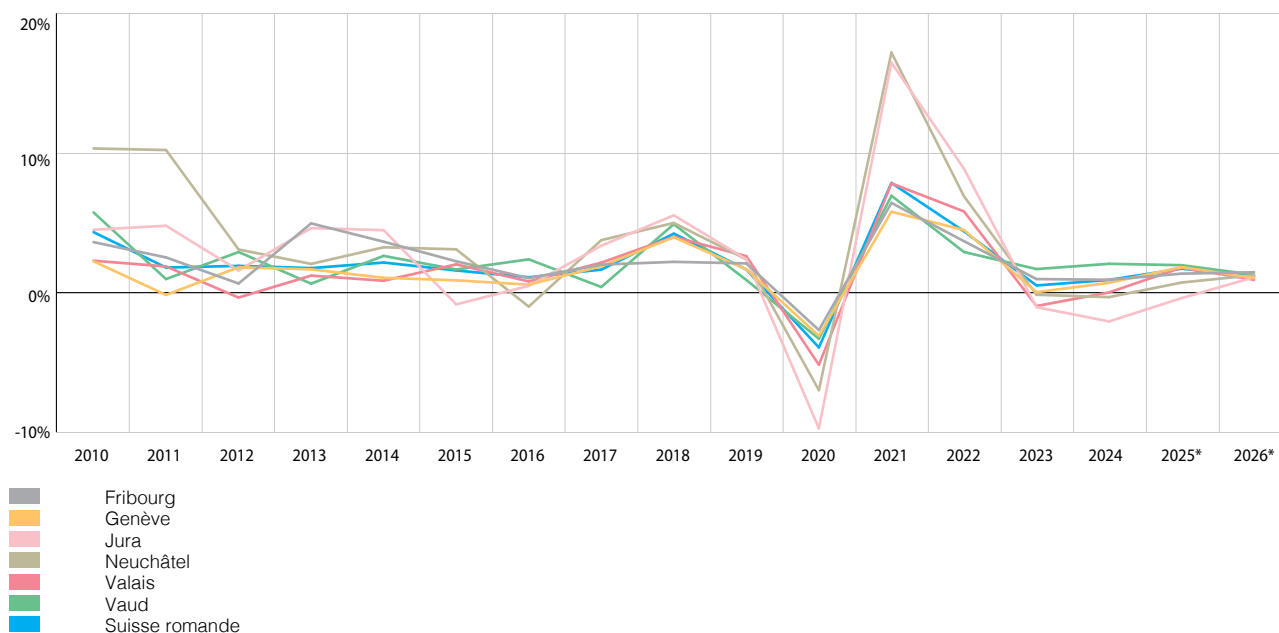
Dans la même direction

L'environnement conjoncturel mondial manquant de dynamisme a été ressenti en 2024 dans l'ensemble de la Suisse romande. Ainsi, le repli des activités manufacturières est visible dans tous les cantons, avec des évolutions un peu différentes de l'un à l'autre en fonction des différences de leurs profils. De manière générale, plus le poids de ces activités est élevé dans un canton et plus sa croissance a été touchée. À l'inverse, plus le rôle de la demande intérieure est important et plus le soutien apporté par celle-ci est perceptible. Au final, les évolutions des PIB des cantons romands se sont inscrites dans une fourchette relativement large, de -2,1% à 2,0%.

Pour 2025, les prévisions de croissance sont plus proches l'une de l'autre, entre -0,5% et 1,9%. Au manque d'impulsion provenant de l'économie mondiale s'ajoute l'introduction de droits de douane sur une large palette de biens exportés par les États-Unis, et le fait que les produits suisses et romands font partie – selon la situation prévalant à la mi-octobre – des plus taxés au monde. Les effets de ces droits de douane, si ceux-ci n'évoluent pas entre-temps, seront pleinement visibles en 2026 et entraîneront un recul de la croissance romande. Les évolutions du PIB attendues d'un canton à l'autre s'inscrivent dans une fourchette relativement étroite, entre 0,6% et 1,2%.

Les prévisions sont cependant à considérer avec prudence, les facteurs d'incertitude étant nombreux. Aux effets de la nouvelle politique commerciale américaine s'ajoutent les tensions géopolitiques, un niveau d'endettement élevé dans certains pays ou une conjoncture atone dans la zone euro. D'autres facteurs, tels que l'évolution du cours du franc ou les relations entre la Suisse et l'Union européenne, demeurent présents.

Évolution comparée des PIB cantonaux et du PIB romand (valeurs réelles)



Les cantons romands en quelques chiffres et comparaison avec la Suisse romande et la Suisse

	Population 2024	Superficie (km²)	Habitants/km²	PIB nominal* 2024 (CHF mio)	PIB nominal*/habitant (CHF)	Équivalents plein temps (EPT, 2024**)	PIB nominal*/EPT (CHF)
Fribourg	346674	1671	207	23307	67231	127602	182654
Genève	531102	282	1880	64166	120816	334123	192043
Jura	74840	839	89	6234	83295	38352	162541
Neuchâtel	179518	803	224	20280	112970	92841	218439
Valais	371288	5224	71	23618	63612	155899	151498
Vaud	855106	3212	266	68997	80689	405343	170219
Suisse romande	2358528	12032	196	206603	87598	1154161	179007
Suisse	9051029	41285	219	853653	94316	4437950	192353

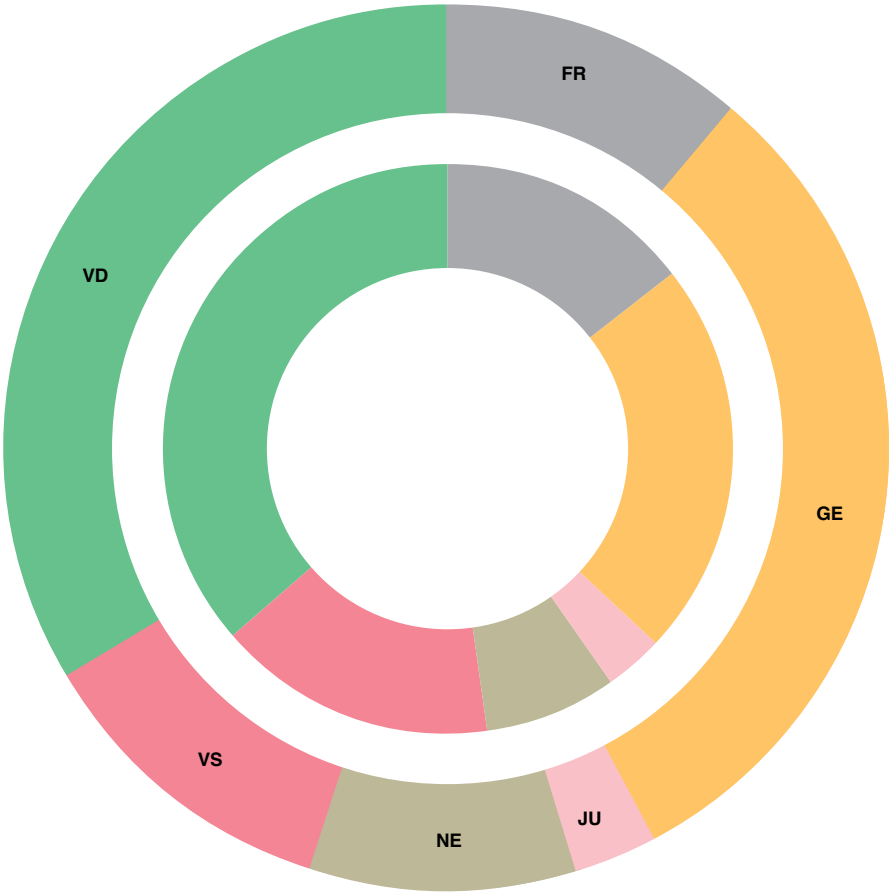
* Après impôts, moins subventions
** Estimation

Comparaison de la part de la population et de la part du PIB par canton

	Part de la population	Part du PIB
Fribourg	15%	11%
Genève	22%	32%
Jura	3%	3%
Neuchâtel	8%	10%
Valais	16%	11%
Vaud	36%	33%

*Nominal, après impôts, moins subventions

Centre du graphique : part de la population
Périphérie : part du PIB



FRIBOURG Un mix d'activités porteur



Décomposition du PIB fribourgeois
(valeurs moyennes 2015-2024,
centre = branches,
périphérie = secteurs)

Secteur primaire	1,7%
Secteur secondaire	29,9%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	6,2%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	8,1%
Machines, instruments, horlogerie	7,4%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,7%
Construction	6,5%
Secteur tertiaire	68,4%
Commerce de gros et de détail, réparations	15,5%
Hôtellerie-restauration	1,7%
Transports, postes, télécommunications, édition	4,8%
Activités financières et assurances	4,7%
Activités immobilières, services aux entreprises	18,2%
Administration publique, santé, éducation, sports	22,5%
Autres	0,9%



Sans être un canton industriel, Fribourg fait partie des cantons dans lesquels la part du secteur secondaire dans le PIB est sensiblement plus élevée que la moyenne romande: 29,9% en moyenne entre 2015 et 2024. Cela s'explique notamment par une industrie alimentaire (6,2%) et une branche de la construction (6,5%) assez développées. L'industrie des machines (7,4%) est également très présente dans le canton, sans toutefois s'écarter de la moyenne romande. Dans le tertiaire, il en va de même pour le commerce (15,5%).

L'économie fribourgeoise a fortement profité ces dernières années de la progression du secteur tertiaire, en particulier du commerce et des activités de service, ainsi que de l'activité de construction. Fribourg est le champion suisse de la démographie, avec une hausse de sa population de 12,8% entre 2015 et 2024. Il affiche un taux de chômage (2,4% en 2024, 2,5% en septembre 2025) plus bas que la moyenne romande (respectivement 3,6% et 4,0%) et proche de la moyenne suisse (2,4% et 2,8%).

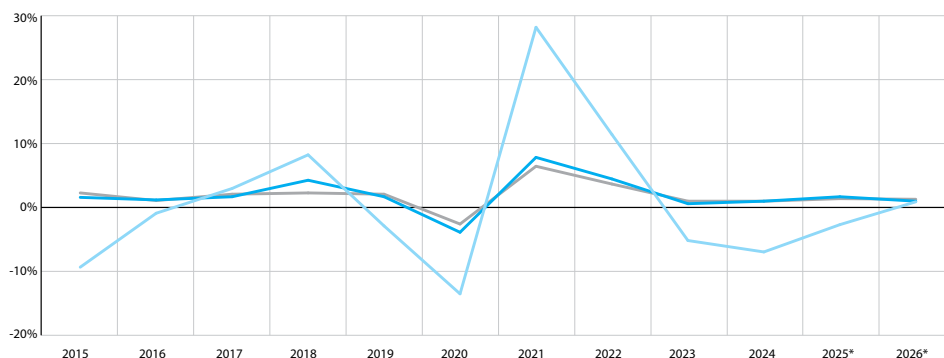
Avec un PIB en hausse de 0,9% en 2024, la croissance dans le canton de Fribourg a été en ligne avec la moyenne romande. Fribourg devrait voir son PIB progresser de 1,3% cette année et de 1,2% l'an prochain.

Fribourg

Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et fribourgeois (valeurs réelles)

Machines, instruments et horlogerie
Suisse romande
PIB Fribourg

*Prévisions

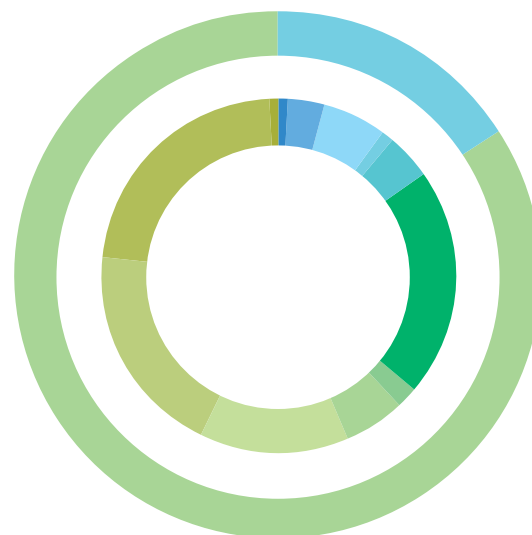


GENÈVE Forte empreinte de la place internationale



Décomposition du PIB genevois
(valeurs moyennes 2015-2024,
centre = branches,
périphérie = secteurs)

Secteur primaire	0,2%
Secteur secondaire	15,8%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	0,8%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	3,5%
Machines, instruments, horlogerie	6,3%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,2%
Construction	4,0%
Secteur tertiaire	84,0%
Commerce de gros et de détail, réparations	21,9%
Hôtellerie-restauration	2,0%
Transports, postes, télécommunications, édition	5,7%
Activités financières et assurances	12,5%
Activités immobilières, services aux entreprises	19,9%
Administration publique, santé, éducation, sports	21,5%
Autres	0,6%



Avec plus de 8 francs sur 10 issus des activités de services, l'économie genevoise est un cas à part. Le secteur tertiaire représente 84,0% du PIB cantonal, ce qui est notamment dû à des parts plus importantes que la moyenne de la branche du commerce (21,9%) et des services financiers (12,5%). Cela s'explique par le statut de Genève, ville internationale et ville centre, ainsi que par sa place financière et son pôle de négoce de matières premières. Le canton abrite aussi des industries chimiques (arômes) et horlogères importantes.

L'économie genevoise a notamment été freinée ces dernières années par les changements dans la gestion de fortune transfrontalière, avec l'introduction de l'échange automatique de renseignements fiscaux et le renforcement de la réglementation. Le développement du négoce de matières premières et des activités associées, telles que le financement, a partiellement compensé ce manque à gagner. La démographie cantonale a été relativement dynamique, avec une hausse de la population de 9,6% entre 2015 et 2024. Traditionnellement, le taux de chômage (4,3% en 2024, 4,9% en septembre 2025) est plus élevé que la moyenne romande.

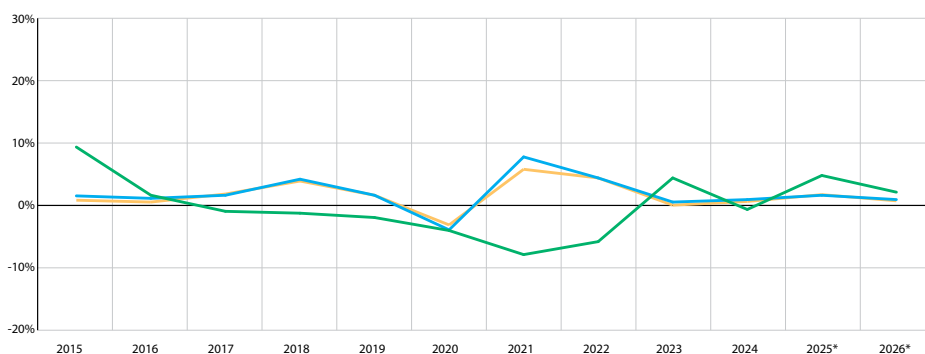
Le ralentissement conjoncturel a globalement été ressenti dans l'ensemble de l'économie et le PIB genevois a progressé de 0,7% l'an dernier. Cette année et l'an prochain, des hausses de 1,7% et 0,7% sont attendues.

Genève

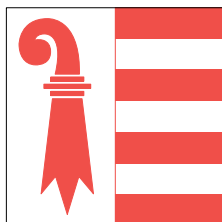
Évolution comparée des services financiers et des PIB romand et genevois (valeurs réelles)

- Commerce de gros et de détail
- Suisse romande
- PIB Genève

*Prévisions

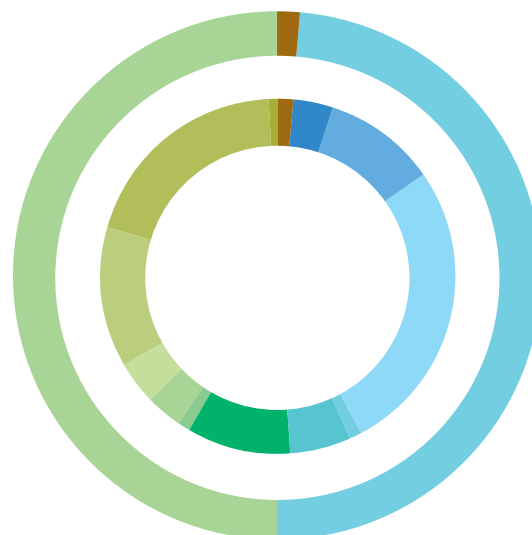


JURA L'industrie manufacturière au premier plan



Décomposition du PIB jurassien
(valeurs moyennes 2015-2024,
centre = branches,
périphérie = secteurs)

Secteur primaire	1,5%
Secteur secondaire	48,5%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	3,8%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	10,0%
Machines, instruments, horlogerie	28,4%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,1%
Construction	5,2%
Secteur tertiaire	50,0%
Commerce de gros et de détail, réparations	9,8%
Hôtellerie-restauration	1,2%
Transports, postes, télécommunications, édition	3,2%
Activités financières et assurances	3,5%
Activités immobilières, services aux entreprises	13,1%
Administration publique, santé, éducation, sports	18,6%
Autres	0,7%



Le canton du Jura, avec celui de Neuchâtel, est l'un des deux cantons manufacturiers de Suisse romande. Son secteur secondaire pèse 48,5% (moyenne entre 2015 et 2024) de son PIB, en raison notamment des parts élevées de l'industrie des machines et de l'horlogerie (28,4%) ainsi que de la chimie-pharma (10,0%), plus présentes par rapport à la moyenne romande.

L'économie jurassienne a profité ces dernières années du développement de ces groupes de branches. La construction et le commerce, ainsi que les services financiers, les services aux entreprises et les activités immobilières, ont également contribué à la croissance. La population de ce canton frontalier a augmenté de 2,8% entre 2015 et 2024. Le taux de chômage (4,1% en 2024, 5,0% en septembre 2025) est un peu au-dessus de la moyenne romande.

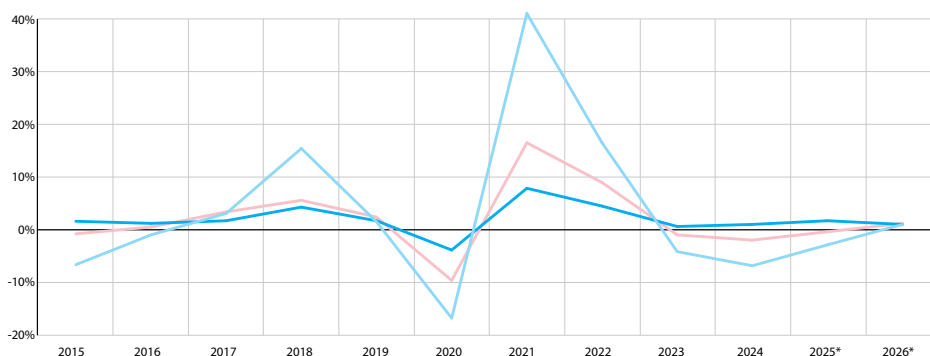
L'industrie des machines et l'horlogerie ayant perdu de l'élan en raison de la conjoncture mondiale, le canton du Jura a vu son PIB reculer de 2,1% en 2024. Avec la dégradation des perspectives pour les branches exportatrices, le PIB pourrait à nouveau fléchir de 0,5% en 2025, mais rebondir de 1,1% en 2026.

Jura

Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et jurassien (valeurs réelles)

- Machines, instruments et horlogerie
- Suisse romande
- PIB Jura

*Prévisions



NEUCHÂTEL

Tourné vers les exportations



Décomposition du PIB neuchâtelois
(valeurs moyennes 2015-2024,
centre = branches,
périphérie = secteurs)

Secteur primaire	0,6%
Secteur secondaire	50,2%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	4,7%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	12,9%
Machines, instruments, horlogerie	26,7%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,4%
Construction	4,4%
Secteur tertiaire	49,2%
Commerce de gros et de détail, réparations	9,5%
Hôtellerie-restauration	1,0%
Transports, postes, télécommunications, édition	2,6%
Activités financières et assurances	2,9%
Activités immobilières, services aux entreprises	15,1%
Administration publique, santé, éducation, sports	17,4%
Autres	0,7%



Avec le Jura, Neuchâtel constitue l'un des pôles manufacturiers de la Suisse romande. Représentant 50,2% du PIB cantonal (moyenne entre 2015 et 2024), le secteur secondaire est très développé. L'industrie des machines et l'horlogerie (26,7%) ainsi que la chimie-pharma (12,9%) sont sensiblement plus présentes qu'en moyenne romande.

La progression ces dernières années des activités manufacturières, en particulier de la chimie-pharma, a bénéficié à l'économie neuchâteloise. La croissance du canton a également été alimentée par la construction, le commerce, les services financiers ou les services aux entreprises et activités immobilières. La population a augmenté de 0,8% entre 2015 et 2024. Le taux de chômage (3,6% en 2024 et 4,6% en septembre 2025) est proche de la moyenne romande.

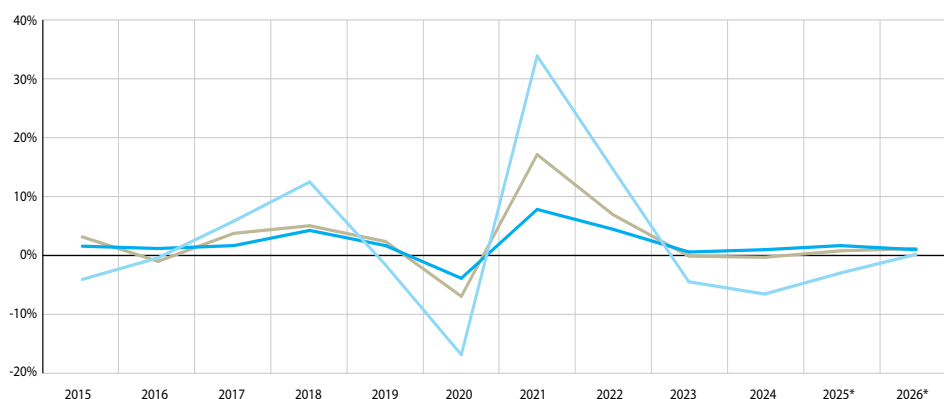
Du fait de sa sensibilité aux aléas de la conjoncture mondiale, le PIB neuchâtelois a fléchi de 0,4% en 2024. Malgré un contexte international toujours défavorable, la croissance pourrait rebondir à 0,7% en 2025 et à 1,1% en 2026.

Neuchâtel

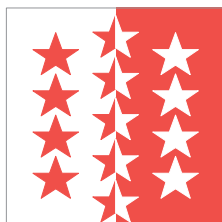
Évolution comparée de la branche des machines, instruments et horlogerie et des PIB romand et neuchâtelois (valeurs réelles)

■ Machines, instruments et horlogerie
■ Suisse romande
■ PIB Neuchâtel

*Prévisions



VALAIS Aussi la chimie-pharma et l'énergie



Décomposition du PIB valaisan
(valeurs moyennes 2015-2024,
centre = branches,
périphérie = secteurs)

Secteur primaire	1,6%
Secteur secondaire	30,1%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	3,3%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	12,8%
Machines, instruments, horlogerie	2,5%
Production et distribution d'électricité et d'eau	4,8%
Construction	6,7%
Secteur tertiaire	68,3%
Commerce de gros et de détail, réparations	11,9%
Hôtellerie-restauration	3,9%
Transports, postes, télécommunications, édition	4,9%
Activités financières et assurances	4,7%
Activités immobilières, services aux entreprises	19,4%
Administration publique, santé, éducation, sports	22,5%
Autres	1,0%



Le canton du Valais a un profil un peu particulier. Sa réputation en tant que destination touristique se reflète dans une part de l'hôtellerie et de la restauration (3,9%) plus élevée que la moyenne. Une autre caractéristique réside dans le poids élevé du secondaire (30,1%) dans le PIB cantonal. La chimie-pharma (12,8%), la production d'énergie (4,8%) et la construction (6,7%) sont plus présentes comparées à la moyenne romande.

L'économie valaisanne a notamment bénéficié ces dernières années du développement de la chimie-pharma. Le commerce, les services financiers ainsi que les services aux entreprises et activités immobilières ont également alimenté la croissance. La démographie a été dynamique, avec une hausse de la population de 10,6% entre 2015 et 2024. Le canton connaît un taux de chômage (2,7% en 2024, 2,9% en septembre 2025) plus bas que la moyenne romande.

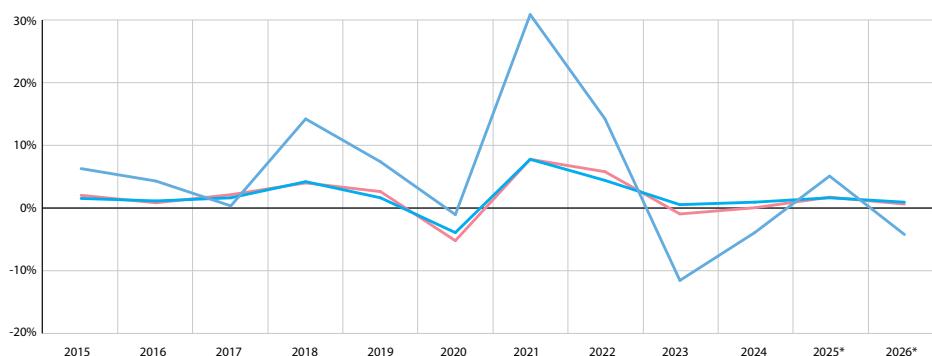
Le Valais a vu son PIB stagner en 2024. La croissance pourrait remonter à 1,7% en 2025, puis s'inscrire à 0,6% en 2026.

Valais

Évolution comparée de la chimie-pharma et des PIB romand et valaisan (valeurs réelles)

Chimie-pharma
Suisse romande
PIB Valais

*Prévisions

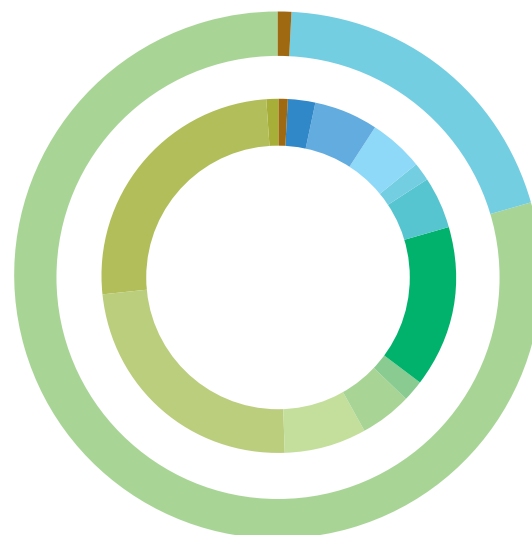


VAUD Très diversifié



Décomposition du PIB vaudois
(valeurs moyennes 2015-2024,
centre = branches,
périphérie = secteurs)

Secteur primaire	1,0%
Secteur secondaire	20,4%
Alimentation, textile, cuir, bois, papier	2,5%
Chimie, pharma, verre, caoutchouc, métallurgie	7,4%
Machines, instruments, horlogerie	4,6%
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,6%
Construction	4,2%
Secteur tertiaire	78,6%
Commerce de gros et de détail, réparations	15,4%
Hôtellerie-restauration	1,8%
Transports, postes, télécommunications, édition	4,8%
Activités financières et assurances	6,6%
Activités immobilières, services aux entreprises	24,6%
Administration publique, santé, éducation, sports	24,6%
Autres	0,9%



L'économie vaudoise est au premier abord celle qui ressemble le plus à la moyenne romande ou Suisse, avec près de quatre cinquièmes de tertiaire (78,6%), un cinquième de secondaire et un pour cent de primaire. Parmi ses branches phares se trouvent notamment les services aux entreprises et activités immobilières (24,6%), en lien notamment avec la présence dans le canton de quartiers généraux d'entreprises internationales et de fédérations sportives. Le canton abrite également des entreprises de secteurs variés : horlogerie, industrie alimentaire, pharma, machines, etc.

La chimie-pharma a d'ailleurs été l'un des principaux moteurs de la croissance de ces dernières années, aux côtés du commerce, des services financiers et des services aux entreprises et activités immobilières. Le canton se distingue aussi par une démographie dynamique, avec une hausse de sa population de 10,6% entre 2015 et 2024. Il affiche un taux de chômage (3,9% en 2024, 4,5% en septembre 2025) proche de la moyenne romande.

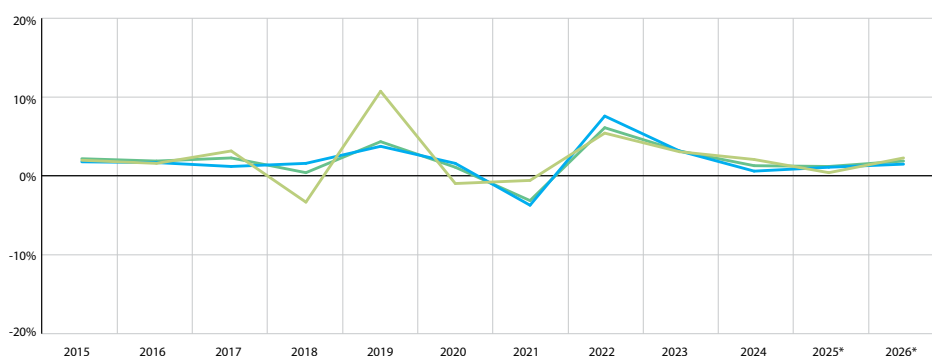
À 2,0% l'an dernier, la croissance a été plus élevée que la moyenne romande. Pour cette année et l'an prochain, elle est attendue en repli, à respectivement 1,9% et 1,1%.

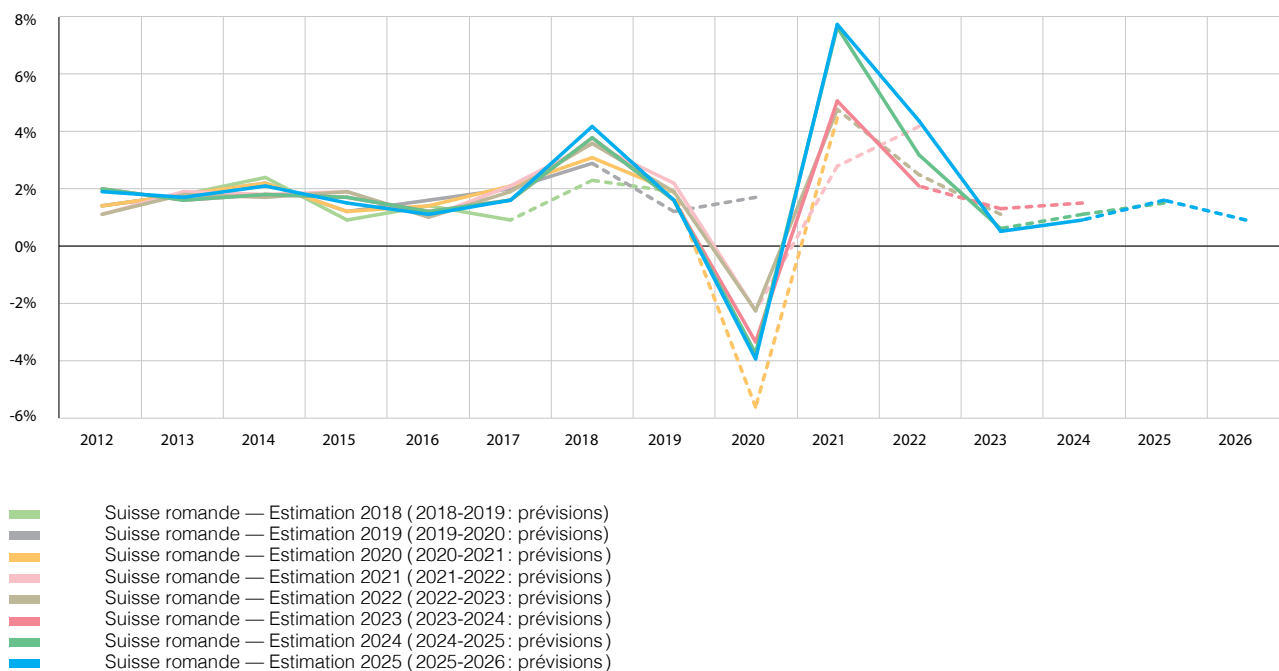
Vaud

Évolution comparée des services aux entreprises et activités immobilières et des PIB romand et vaudois (valeurs réelles)

- Services aux entreprises et activités immobilières
- Suisse romande
- PIB Vaud

*Prévisions





Méthodologie d'estimation du PIB romand

Le PIB romand est la somme des PIB des six cantons romands. Pour les déterminer, le point de départ réside dans les estimations du PIB suisse du Seco et de l'OFS et leurs découpages en branches: il s'agit d'évaluer la part du PIB suisse revenant à chaque branche dans chaque canton pris en considération. Le PIB d'un canton est alors la somme des valeurs ajoutées de ses branches. Le calcul du PIB romand est confié aux économistes Claudio Sfreddo (chef de projet depuis 2008) et Giuliano Bianchi, de l'Institut Quantitas pour l'analyse et la prévision économiques, hébergé à l'EHL et rattaché à la HES-SO. La méthode repose sur les étapes suivantes:

1. Le point de départ est le compte de production par branche d'activité économique pour la Suisse, publié par l'OFS et le Seco, ainsi que les estimations des PIB cantonaux de l'OFS (portant pour ce document sur les années 2008 à 2022). Pour chaque branche d'activité économique et au niveau suisse est calculée la valeur ajoutée par emploi en équivalents plein temps (EPT). Cette valeur ajoutée unitaire (VAU) correspond à la productivité moyenne de l'emploi par branche.
2. Les VAU ne sont pas identiques sur les plans cantonal et suisse, et la différence – c'est du moins une hypothèse qui est faite – tend à se traduire par des niveaux de salaires distincts. Des VAU par branche pour chacun des cantons pris en considération sont dérivées des chiffres moyens nationaux sur la base du niveau des salaires par branche.
3. Dans chaque canton pris en considération et dans chaque branche, la valeur ajoutée unitaire ajustée par les salaires est multipliée par l'emploi (en EPT).
4. L'addition des valeurs ajoutées de toutes les branches donne la valeur ajoutée cantonale totale. Des ajustements intègrent les impôts et les subventions. Les PIB cantonaux sont enfin additionnés pour donner le PIB romand.

Relativement simple conceptuellement, cette méthode implique une série de calculs pointus. Les statistiques utilisées ne sont pas toutes directement compatibles entre elles et des ajustements peuvent être nécessaires. La méthode est susceptible d'évoluer.

Méthodologie d'estimation de la prévision du PIB romand

Les prévisions cantonales et par branche sont obtenues en partant de l'hypothèse que, pour chaque branche, le taux de croissance trimestriel de la valeur ajoutée réelle peut s'écarter de sa valeur de long terme en fonction du contexte économique national et international, apprécié par une palette de prévisions: croissance du PIB de la Suisse, de l'Union européenne, des États-Unis et de la Chine, évolution des prix du pétrole, de la valeur externe du franc, des taux d'intérêt, etc. Le modèle est calibré économétriquement sur une base des données historiques. Les prévisions sont calculées pour plus de 80 branches, pour chacun des six cantons romands et par trimestre, avant d'être agrégées au niveau souhaité. Étant donné l'incertitude sur l'économie mondiale, les prévisions doivent être interprétées avec prudence.

Pour mieux rendre compte de l'évolution de la conjoncture, les données historiques et les prévisions ont été épurées des effets des grands événements sportifs internationaux (droits de retransmission, droits de licence), inclus dans le PIB suisse depuis quelques années pour des raisons comptables, mais sans effet sur la conjoncture.

La version électronique de ce rapport peut être téléchargée depuis les sites web suivants :

www.bcf.ch www.bcvs.ch www.bcj.ch
www.bcn.ch www.bcge.ch www.bcv.ch
www.forumdes100.ch

Impressum

Cette étude a été réalisée conjointement par:

- Jean-Pascal Baechler, conseiller économique, BCV
- Aline Bassin, *Le Temps*, cheffe de la rubrique Économie
- Christine Carrard, responsable communication, BCF
- Fabienne Courvoisier, responsable communication et pôle économique, BCN
- Philippe Glassey, responsable communication et marketing, BCVS
- Nathalie Simon, responsable marketing, communication et relations publiques, BCJ
- Christophe Weber, chef corporate affairs et communication, BCGE
- Claudio Sfreddo, économiste, Quantitas/HES-SO
- Giuliano Bianchi, économiste, Quantitas/HES-SO

Maquette et mise en page: Stefan Könnecke, kosdesign, Vevey

© 23 octobre 2025, banques cantonales romandes et Forum des 100.

L'économie de la Suisse romande en six points

- PIB nominal en 2024 : 206,6 milliards de francs
- Poids dans le PIB suisse en 2024 : 24,3%
- Hausse du PIB en termes réels en 2024 : 0,9%
- Croissance en termes réels attendue en 2025 : 1,6%
- Prévision de croissance pour 2026 : 0,9%
- Une dynamique économique similaire à celle de la Suisse en 2025 et 2026